

L'HISTOIRE MONÉTAIRE DE LA TURQUIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT

DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

LE SAMEDI 28 AVRIL 1939, A 14 HEURES

PAR

TAHSIN KITAPCI

PRÉSIDENT : M. ANDRÉ MARCHAL, professeur.

SUFFRAGANTS : M. BLONDEL, professeur.

M. WORMSER, chargé de cours.



DIJON

IMPRIMERIE BERNIGAUD ET PRIVAT

15, rue Bossuet, 15

1939



L'HISTOIRE MONÉTAIRE
DE LA TURQUIE

L'HISTOIRE MONÉTAIRE DE LA TURQUIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT

DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

LE SAMEDI 28 AVRIL 1939, A 14 HEURES

PAR

TAHSIN KITAPCI

PRÉSIDENT : M. ANDRÉ MARCHAL, professeur.

SUFFRAGANTS : M. BLONDEL, professeur.

M. WORMSER, chargé de cours.



DIJON
IMPRIMERIE BERNIGAUD ET PRIVAT
15, rue Bossuet, 15

—
1939



A M. SERVET BERKIN

*Qui m'a donné le goût de
l'économie politique.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

I. — LES PARTICULARITÉS ET LES POINTS CARACTÉRISTIQUES

L'époque de l'Empire fut désastreuse pour les finances du pays aussi bien que pour les autres problèmes économiques et sociaux. Les sultans qui régnaient sur le pays n'avaient jamais eu le souci de la monnaie. Pour eux, la monnaie n'était qu'un moyen de satisfaire leur plaisir. Les tributs que les pays subordonnés envoyaient chaque année au sultan empêchaient les souverains de penser à l'argent. Pendant l'époque de décadence de l'Empire, aux ^{xviii}^e et ^{xix}^e siècles, les sources des tributs étaient épuisées ; de plus, les insurrections et de nouvelles guerres nécessitaient des sommes considérables.

Avec cela, nous arrivons à l'époque des emprunts étrangers. Les sultans n'ont pas manqué de trouver des sources considérables pour leurs énormes dépenses.

C'est l'augmentation de la quantité de papier-monnaie, celle de la diminution du poids des pièces métalliques, celle des emprunts extérieurs dans les pires conditions.

La monnaie, qui était tout de même un moyen de circulation, avait les défauts suivants :

- a) elle était privée d'une couverture ;
- b) la balance du commerce et celle des comptes était en déficit ;
- c) le budget n'était pas en équilibre.

Puisque ces trois facteurs, qui sont les éléments essentiels de la monnaie solide, faisaient défaut, la monnaie n'était pas stable.

En somme, l'Empire ottoman n'avait pas une monnaie solide ; c'était d'ailleurs le résultat prévu de sa politique imprudente.

II. — LES POINTS CARACTÉRISTIQUES DU NOUVEAU SYSTÈME MONÉTAIRE DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE

C'est pendant la période de la République que le peuple turc put avoir une bonne monnaie. Il est évident que la République est munie de toutes les qualités pour créer une bonne monnaie.

1^o La monnaie turque qui est actuellement en circulation a une couverture qui augmente de plus en plus.

2^o La Turquie possède une Banque Centrale qui règle la circulation et assure la stabilisation de la monnaie.

3^o Les balances des comptes et les budgets sont toujours équilibrés à partir de 1929.

Bref, la Turquie, avec la politique stable de son gouvernement, possède une bonne monnaie. La stabilité monétaire ne date pas de trois ou quatre ans, elle remonte jusqu'à 1930. Il est presque sûr que la

Turquie ne s'engagera pas dans une politique de déflation qui ruinerait le mouvement d'épargne qui prend un élan appréciable depuis sept ans.

III. — ANNONCE DU PLAN

Pour avoir une vue d'ensemble sur les systèmes monétaires de la Turquie, dans le passé et dans le présent, nous diviserons notre thèse en deux parties, division qui convient à l'état des choses.

Dans la première partie, nous étudierons le système monétaire de l'Empire et la Banque ottomane qui a joué un rôle important dans les finances du pays. Cette partie ne se termine pas avec la décadence de l'Empire, elle continue jusqu'en 1929 qui est une date marquante et caractéristique dans toute notre histoire monétaire.

C'est après cette date que la Turquie a fait des efforts considérables à l'égard de la monnaie. Jusqu'à cette date aucune politique prudente n'avait été suivie par les sultans.

La deuxième partie contient les efforts prodigieux de la République.

Le gouvernement turc, avec son inlassable Président du Conseil Ismet Inönü, qui est actuellement Président de la République, n'a pas manqué d'envisager toutes les questions qui intéressent directement ou indirectement la monnaie turque.

Celle de la création de la Banque Centrale, celle de l'équilibre budgétaire et des balances de paiements, et enfin la création d'une couverture de la monnaie

turque, tels sont les points intéressants qui caractérisent la phase de 1929-1939 et la distingue nettement de l'ancien régime.

Ici, je tiens à présenter mes vifs remerciements à M. André Marchal, professeur de droit à la Faculté de Dijon, pour les excellents et dévoués conseils qu'il m'a donnés relativement à la préparation de cette thèse.

Je veux également témoigner ma gratitude à mon fidèle ami Hadi Yuksel, sous-chef à la Banque d'agriculture d'Ankara, pour les documents qu'il a bien voulu m'envoyer ; je joins à son nom ceux de Cavit Cagatay, Avni Kaptanaglu, Kemal Tecimen, Irfan Ulku et Feridun qui m'ont aussi fourni des documents intéressant ma thèse.

PREMIÈRE PARTIE

L'histoire monétaire turque du commencement de l'Empire ottoman jusqu'à la crise monétaire de la République turque (1299-1929)

Nous étudierons la première partie en deux chapitres. Chaque chapitre comprendra une phase caractéristique. Avec le premier chapitre nous aborderons l'étude de l'histoire monétaire de 1299 jusqu'à l'apparition de la Banque ottomane. Cette dernière ayant fait apparaître un autre aspect dans les affaires financières de l'Empire. Nous la détaillerons dans le second chapitre.

Jusqu'en 1864 : l'organisation monétaire désordonnée ne reposait même pas sur une conception politique à l'égard de la monnaie.

Avec le deuxième chapitre, nous étudierons la phase monétaire de 1875 jusqu'à la crise monétaire de la République. Cette période a ses caractéristiques. La date de 1875 est l'une des plus critiques de l'Empire. C'est à cette date que le Président du Conseil déclara officiellement que l'Empire n'était plus capable de faire honneur à ses dettes extérieures. La date de 1929 fut heureuse pour le pays ; avec elle, tous les liens économiques de l'Empire furent brisés.

CHAPITRE PREMIER

Jusqu'à la création de la Banque ottomane (1299 à 1864)

Nous traiterons cette phase monétaire en deux paragraphes ; chaque période présente un aspect différent. Dans la première période qui va de 1299 à 1844, nous ne trouverons ni un décret, ni une loi concernant la monnaie. C'est en 1844 que le papier monnaie commença à paraître. Dans le deuxième paragraphe nous allons voir la circulation du papier monnaie et les résultats des différentes dettes publiques contractées pour abolir la mauvaise monnaie.

I. — LA PÉRIODE DE 1299 A 1844

L'unité de la monnaie turque actuelle, qui s'appelle kuruch (un centime d'une livre turque), était créée à l'époque de Murad IV qui était un souverain absolu (1).

Pendant cette époque, les sultans ignoraient qu'il pût exister une doctrine financière ; leurs dépenses pour la construction des palais et pour leurs plaisirs primaient toutes les autres dépenses sociales et économiques.

Pour couvrir les dépenses ci-dessus indiquées, il

(1) Il a régné de 1626 à 1643.

fallait trouver de nouvelles sources ; car le pays étant très pauvre, il lui était impossible de se procurer de l'argent par des moyens légaux. Il restait l'altération de la monnaie métallique et l'émission de papier monnaie.

L'altération de la monnaie de métal (1) étant arrivée à son extrême limite, on frappe (5 lik et 6 lik) 5 et 6 piastres en cuivre pendant le règne du sultan Mahmoud II. Ce procédé put aider à subventionner les frais impérieux de l'Empire ; il arriva au point extrême, sa valeur diminua considérablement, car on frappait au gré des besoins.

II. — DE 1844 JUSQU'A LA CRÉATION DE LA BANQUE OTTOMANE. LA PREMIÈRE APPARITION DU PAPIER MONNAIE.

L'ancienne monnaie et les 5 et 6 liks n'étaient plus suffisants pour subventionner les frais sans mesure du palais ; les émeutes, les révolutions (2) ruinèrent l'Empire.

Le sultan Mecit qui s'inspirait des procédés faciles de l'Occident décréta au cours du commencement de son règne l'émission du papier monnaie.

La première émission qui s'appelait Kaimeyi Mute Ebereyi Nakdiye était de 32.000 sacs (kise) ; chaque sac correspondait à 5.312 livres turques soit

(1) On ignore sa quantité parce qu'il y avait aussi des monnaies locales.

(2) Les révolutions de l'Egypte et celles de la Grèce.

en tout 170.000 livres. Cette monnaie était émise pour une période de 8 ans avec un intérêt de 8 %.

Chaque année on remboursait l'intérêt et on l'indiquait au dos du papier. Cette somme de 170.000 livres turques était insuffisante pour les besoins du pays ; le gouvernement, d'ailleurs, ayant oublié de les numérotter, cela donnait aux fraudeurs la possibilité de les imiter. D'une part les fraudeurs, d'autre part les émissions successives de l'État, diminuaient sans cesse sa valeur.

Les sultans voulurent abolir complètement cette monnaie désastreuse. A cet effet, ils contractèrent en 1853, une dette intérieure qui atteignit la somme de 30.000 sacs ; mais cette entreprise échoua à cause des insurrections des minorités.

La loi de 1844, qui fut décrétée par le sultan Medjit, fut la première réglementation de la monnaie de l'Empire. Cette loi créait le système bimétalliste. Le rapport entre l'argent et l'or était de 15.0909 (1). La loi fixait comme ci-dessous le poids et le titre des monnaies.

MONNAIES D'OR

Piastres	Poids réglementaire	Diamètre millimètre	
(2) 500	36.082	35	} titre 0,916
250	18.041	27,20	
100	7.216	22	
50	3.608	18	
25	1.804	14,75	

(1) Ainsi qu'en France la loi du 28 mars 1803 fixait le rapport à 15,5 entre les deux métaux.

(2) René HOUVILLE, *La politique monétaire de la Turquie*, p. 15.

MONNAIES D'ARGENT

Piastres	Poids réglementaire	Diamètre millimètre	
20	24.055	37	} titre 0,830
10	12.028	27,25	
5	6.014	24	
2	2.405	18,75	
1	1.202	15	
1/2	0.601	13,75	

Ainsi, l'année 1844 fut marquante dans l'histoire monétaire de l'Empire.

La période dont nous avons parlé ci-dessus fut tragique pour le pays. La politique imprudente des sultans détermina la ruine du trésor et laissa le pays en présence de difficultés financières presque insurmontables.

Une banque fut créée par les banquiers G. Alleon et Th. Baltazi, dans le but de fournir à l'État l'argent avec un pourcentage usuraire. Ni le système monétaire relaté ci-dessus, ni cette banque n'étaient capables de réaliser le système qui put empêcher la défaillance de l'Empire. La banque Alleon et Baltazi ne vécut que sept ans, de 1845 à 1853.

La monnaie de cuivre créée au ^{xvii}e siècle chassait, d'après la loi de Grecham, les monnaies d'or et d'argent. Ces dernières servirent pour les paiements des marchandises étrangères ou pour la thésaurisation.

D'un autre côté, le rapport officiel entre l'argent et l'or restait toujours de 15,090, malgré la diminution de la valeur de l'or, après la découverte, en 1847, des mines de la Californie et de celle de l'Australie en 1851.

Pendant la guerre de Crimée, on frappa de nouveau

des pièces en argent de 10 piastres (10 liks) et de 20 piastres (20 liks) d'après le rapport précédent.

Après la guerre, on conçoit l'idée de détruire la mauvaise monnaie par un emprunt étranger qui atteignait 500.000 livres sterlings avec un taux de 5 %. Malheureusement, la somme empruntée fut dépensée pour le service du palais et de la guerre.

Pendant cette époque, dans la circulation, il y a quatre sortes de monnaie :

1^o la monnaie en or ;

2^o la monnaie en argent ;

3^o le papier monnaie (10 livres en papier valaient une livre en or) ;

4^o la monnaie en cuivre, dont la valeur n'était pas définie.

Ces différentes monnaies rendaient extrêmement difficile le commerce intérieur ; celui-ci, d'ailleurs, avait déjà de grandes difficultés. Les États occidentaux abusaient de leur droit des capitulations (1) et empêchaient tout renouvellement économique du pays.

L'Angleterre a obtenu les mêmes avantages 250 ans

(1) Les droits des capitulations de la Turquie ont joué un rôle destructif dans la vie économique et financière. Elles furent accordées pour la première fois aux commerçants de Venise. Les autres capitulations qui suivirent cette dernière commencèrent par la France, en 1535. C'est Soliman le magnifique qui, avec son fameux ferman, céda à François I^{er}. Le ferman édictait surtout que les Français exerçant le commerce sur le territoire de l'Empire, étaient exempts de tout impôt. Avec ce ferman on créait une ambassade perpétuelle en Turquie, le droit de naviguer (les navires des autres États pour en bénéficier devaient battre pavillon français), le droit de protéger les lieux saints, le droit de juridiction sur leurs nationaux de Turquie.

après ; la Hollande en 1612 ; l'Autriche en 1615 ; la Russie en 1711. Finalement ces capitulations furent étendues à la plupart des pays.

La transformation économique de l'Occident au point de vue de l'industrie par le machinisme, les produits à bon marché de la production, l'accumulation des capitaux et la nécessité de trouver des débouchés ruinent notre économie.

Les marchandises étrangères ne trouvaient guère concurrence dans la Turquie. Les Gediks, les groupements commerciaux étaient déjà abolis, la faiblesse du droit de douane frappa gravement la vie économique du pays.

Pour les Turcs, il ne restait que quelques branches économiques comme l'agriculture, les tapisseries, les soieries, le service militaire. Les Arméniens, les Juifs savaient habilement profiter des droits des Occidentaux en changeant leur nationalité, alors que les Turcs mouraient dans les guerres pour la sauvegarde du pays.

La Turquie fermait peu à peu ses ateliers et ouvrait ses bazards aux marchandises étrangères. Dans le cours du xvii^e siècle, la Turquie devint exportatrice des matières premières et importatrice des matières fabriquées.

Quelques spécialités pourtant se maintenaient mieux en s'adaptant aux conditions nouvelles parfois grâce au concours intéressé étranger. Pour en donner des exemples, la première filature fut installée en 1850 à Bursa, mais le manque de soins, l'apparition

de la Tebrine, en 1860, amenèrent une crise qui fut d'ailleurs une reprise. L'élevage du ver à soie persista, il en fut un peu de même pour l'industrie du tapis de Konya, Kutaya et Nidge. Cette industrie occupa encore avant la guerre plus de 50.000 hommes.

Ainsi le machinisme occidental a apporté deux conséquences en Turquie :

- 1° la destruction des métiers nationaux ;
- 2° la réduction du pays à la simple importation des matières premières.

CHAPITRE II

La création de la Banque ottomane et la crise monétaire de la République turque

Nous étudierons ce chapitre en trois paragraphes ; chaque paragraphe sera consacré à une phase particulière. Même cette période peut-être considérée comme une période transitoire, car l'économie saine et la monnaie stable ne viendront qu'après cette phase.

1. La Banque ottomane de 1863 à 1875.
2. La période de 1875 à 1914.
3. La période de la grande guerre jusqu'à la crise monétaire.
 - a) Les émissions de la grande guerre.
 - b) La loi de 1916 sur l'unification monétaire.

I. — LA BANQUE OTTOMANE DE 1863 A 1875

Cette banque était officiellement créée en 1863. L'année est mémorable dans l'histoire monétaire turque. L'Ottoman-Banque avait pour but, comme on le précisait dans le neuvième article du Ferman (décret royal), d'émettre de la monnaie, d'amortir et d'arranger les dettes étrangères.

Après le désastre qui suivit la guerre de Crimée, le sultan de l'époque fut amené à fabriquer du papier monnaie et à signer un Ferman décidant de la créa-

tion d'une banque. Dans la même année, à Londres, pour améliorer et organiser de nouveau le commerce turco-anglais, on créa la Banque ottomane. Cette banque avait un capital de 2.000.000 de livres sterlings dont 500.000 étaient versées par les actionnaires. En 1863, la banque commença de fonctionner officiellement avec un capital de 10.000.000 de livres sterlings dont la moitié était couverte par les actionnaires.

Cette institution était un produit de l'inspiration de deux hommes d'État : Ali-pacha et Fouad-pacha. Avant le ministère de ces deux hommes d'État, on alimentait les besoins temporaires du trésor avec les dettes locales dont le pourcentage était souvent usuraire. Pour mieux comprendre le rôle de cette banque, analysons le décret qui concerne sa constitution. D'après l'article premier, le nom de la banque était : Banque Impériale Ottomane. D'après l'article 2, la banque était sous le contrôle et la protection du sultan. Le sultan agissait sur cette banque en nommant un haut commissaire et un comptable. Le premier contrôlait les opérations de la banque et participait aux réunions des administrateurs, mais n'avait pas le droit de vote. D'après les articles suivants le siège social de la banque devait être à Istanbul. La banque était une société anonyme et avait la faculté d'émettre du papier monnaie. Le capital était de 10.000.000 de livres sterlings en or. La banque était dirigée par une assemblée administrative de sept personnes. Les deux comités ayant

leur siège à Paris et en Angleterre contrôlaient également les opérations de la banque. Par son émission de billets, la banque était tenue d'avoir une encaisse-or égale au tiers de son émission. En cas de besoin, elle était obligée de rembourser les billets en or.

Jusqu'à aujourd'hui, la banque a émis un million et demi de livres turques en billets. Il ne reste plus actuellement que 203.462 billets de cette émission.

Ce qui est intéressant dans cette organisation, c'est que l'État ne participait pas aux profits. Cela explique sa faiblesse à l'égard de la banque. Cette faiblesse se basait sur deux facteurs essentiels :

1^o la situation besogneuse continuelle de l'État pour les crédits à court termes ;

2^o la banque jouait un rôle important dans les crédits extérieurs.

Faiblesse très accentuée en 1875. A cette date, la banque eut le droit d'avoir un représentant dans la commission des finances. En plus elle eut la fonction de la trésorerie de l'État. Pour cette dernière, elle touchait 1/2 %. Ce pourcentage devait se renouveler au bout de six ans. En 1911, l'État accepta à forfait une somme de 40.000 livres sterlings. Il eut également 20.000 livres sterlings pour le traitement des agents. La banque était obligée aussi, avant le commencement de l'année financière, de recevoir le tableau contenant les chiffres exacts du budget de l'Empire. Mais le contrôle ne fut jamais réalisé. Par l'accord de 1875, la banque ouvrait un compte

courant débiteur à l'État. La limite de ce compte courant était de 2.700.000 livres sterlings au taux de 8 %.

Comme garantie de ce compte courant, l'État était obligé de déposer une somme équivalente en rentes publiques. Par l'acte de 1911, ce compte courant fut transformé en compte courant sans garantie et abaissé à 1.500.000 livres sterlings avec un intérêt de 5,5 %.

Jusqu'à la constitution du gouvernement national d'Ankara, la banque se mêlait toujours à la politique de l'Empire ottoman. Les mouvements nationalistes s'opposaient toujours aux privilèges de la banque. En effet, les concessions données à la banque l'étaient au détriment du pays. Par exemple : les opérations de banque étaient exemptes d'impôt. Par contre, l'État payait un taux assez élevé pour le crédit ouvert. D'autre part, la banque gagna une somme considérable avec l'emprunt étranger et avec les opérations de trésorerie.

La Turquie nouvelle qui a commencé en 1923 n'était plus l'Empire ottoman. Aussitôt après le traité de Lausanne (1924), le gouvernement turc a changé les conditions, abolissant les privilèges de la banque qui contrariaient l'indépendance du pays. Ainsi, le pouvoir du directeur était subordonné au gré du gouvernement. Les trois administrateurs de la banque devaient être choisis parmi six candidats désignés par le ministre des Finances.

La durée des privilèges était prolongée jusqu'au

1^{er} mars 1935. Mais jusqu'à cette date le gouvernement turc gardait le droit de créer une banque d'émission nationale. La banque ne portera plus la qualification d'impériale, ce sera la Banque Ottomane.

La banque doit tenir ses comptes en langue turque et augmenter le nombre des employés turs. Si, jusqu'en 1935, la banque veut émettre des billets de banque, elle devra avoir dans sa caisse l'équivalent en or de cette émission. Comme cela la banque maintenait toujours son droit d'émission des billets de banque. Elle s'engageait à payer une prime de 1,5 % sur toute émission jusqu'à concurrence de 3.000.000 de livres turques.

Le gouvernement ne s'engageait plus à accepter la banque comme intermédiaire dans ses opérations de trésorerie. En outre, la banque devait ouvrir un compte courant de 2.000.000 de livres turques avec un taux de 5 à 7 % à la Banque agricole (cette banque au capital de 100.000.000 de livres turques fut créée par Mitat-pacha, éminent économiste de 1888 et joua un rôle capital dans la vie agronomique de la République turque) et un compte courant de 5.000.000 à l'État.

La banque n'a jamais fait d'émission pendant la période de la République et ses privilèges sont prolongés jusqu'en 1952 (accords de 1935). L'un des derniers bilans de la banque montre son état actuel.

(Voir tableau ci-contre : Bilan au 31 décembre 1931.)

La Banque ottomane joue un rôle important dans la vie économique de la République turque. Elle n'est plus une banque de l'Empire ottoman, ne se mêle plus de politique, elle est au service de la prospérité publique.

II. — LA PÉRIODE DE 1875 A 1914

L'année 1875 fut très importante dans l'histoire financière du pays. Pendant cette année, le Président du Conseil, Nédim-Pacha, déclarait que le budget de l'Empire était en déficit de 5.000.000 livres turques et il ajoutait que ce déficit devait encore augmenter. En l'année 1875, on est à la veille de la guerre turque, bulgare, serbe, croate. Les recettes du budget étaient de 14.000.000 et les dépenses de 19.000.000. Cette année vit la fin du règne du sultan Aziz. Jusqu'à cette période, les sultans turcs avaient emprunté à l'étranger 5.297.676.500 francs or ; la plus grande part de cette somme avait été employée comme nous l'avons vu plus haut.

Le gouvernement était incapable alors de faire face au paiement de l'intérêt de ses dettes extérieures. Pendant la deuxième année de la constitution, en 1877, furent émises par la Banque ottomane, en quatre tranches, 16.000.000 de livres turques.

Au début, la valeur de cette monnaie était ferme. Mais dès que la fausse monnaie commence à paraître, la valeur tend à diminuer. Une livre turque en papier n'égalait que le dixième d'une livre turque en or. L'État décréta par la loi de 1879 qu'il n'accep-

terait que 20 % de papier monnaie. Cette loi prescrivait que quatre livres turques en papier monnaie correspondraient à une livre turque en or. Le gouvernement décida de retirer de la circulation le papier monnaie. Dans ce but une quête générale fut faite. On vit sur les places d'Istambul brûler le papier monnaie.

Le gouvernement ottoman n'ayant pû payer ses dettes jusqu'à 1881 était abandonné par les États occidentaux. On attribue cet abandon au rôle politique de l'ambassadeur de Russie. Cette période fut l'une des plus faibles de l'Empire ottoman. Insurrections, révolutions se succédaient sans interruption. L'Empire sortait de la guerre turco-russe vaincu et condamné à des dommages intérêts de 300.000.000 de roubles dont quarante tranches étaient compensées par la dette bulgare, après la proclamation de son indépendance.

Par le traité de Berlin, en 1878, la Roumanie et la Bulgarie eurent leur indépendance. Ainsi l'Empire ottoman perdait ses possessions l'une après l'autre, bien qu'il eut pendant des siècles respecté la religion et les coutumes des pays soumis. A vrai dire, l'indépendance de ces États apportait une tranquillité à l'Empire ottoman, car, désormais, les puissances occidentales n'avaient plus de prétexte pour porter la guerre dans les Balkans.

En 1880, le sultan Abdul-Hamid promulgua une loi qui intéressait la monnaie. D'après cette loi une livre en or devint unité monétaire turque. On conser-

vait le bimétallisme. Pour le paiement de l'impôt, on acceptait les proportions suivantes entre deux métaux : un mécidye (20 kurus) valait 19 piastres, un altilik (6 piastres) valait 5 piastres, un kirklik (1 piastre) valait 1/2 piastre.

Ainsi une proportion inadmissible entre la valeur nominale et la valeur effective nous montre un grand désordre financier. Malgré la diminution de la valeur internationale de l'argent, le Palais de la monnaie continuait à frapper des monnaies d'argent ; ceci a donné le résultat précédent. On a cessé de frapper des monnaies d'argent en 1882.

Dans ce temps, la kurus avait deux valeurs :

1° Kurus or, égal au centième de la livre or.

2° Kurus argent, égal 108 kurus faisant une livre d'or.

Le tableau suivant indique les émissions et la frappe aux différentes périodes, entre 1844 et 1914.

Pendant l'époque de	OR	ARGENT
Mecit : 1834-1861	14.481.599	3.865.965
Sultan Asiz : 1861-1877	14.970.732	3.208.827
Murat V : 1877-1879	13.400	29.300
Hamid II ... : 1879-1911	10.636.631	4.729.791
Mehmed V .. : 1911-1918	30.545.375	4.477.011
Vahidettin .. : 1918-1920	2.416.228	417.860
	73.063.965	16.728.754

A part les sommes ci-dessus indiquées :

l'argent en cuivre altéré	944.157
les petites monnaies frappées entre 1844 et 1914 }	1.312.373
	2.256.530

III. — LA GRANDE GUERRE JUSQU'À LA CRISE MONÉTAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Cette guerre fut un désastre pour le pays. Déjà au commencement de la grande guerre, l'Empire était en déficit ; après la grande guerre, jusqu'en 1923, ce sont les guerres de l'indépendance qui consomment la ruine des finances du pays.

A. Les émissions de la grande guerre

Au commencement de la grande guerre, le besoin d'argent se fit sentir. On créa les cours forcé pour les billets de la banque ottomane. En même temps, la quantité des billets augmentait de 1.200.000 à 4.000.000. Le gouvernement turc, comme les autres belligérants, pour financer la guerre, décida d'émettre du papier monnaie. La première émission eut lieu le 30 mars 1915.

Avant cette date, il y avait en circulation 4.300.000 livres d'or, 800.000 livres d'argent et 4.000.000 de billets de banque.

Cette émission était basée sur l'or et l'équivalent était déposé à la Banque d'Allemagne en or pur. Pour les tranches dont l'émission suivit, elles furent gagées par des bons du Trésor allemand ou du Trésor autrichien. A la fin de la grande guerre, l'or dont nous venons de parler fut confisqué par l'Allemagne. Le total de la deuxième émission atteignait 7.900.000 livres turques. Elle fut émise le 18 novembre 1915. Le tableau suivant nous montre les différentes émis-

sions faites pendant la grande guerre, leurs espèces et leurs nombres.

La première émission	6.519.139	30 mars 1915
La seconde émission	7.902.000	18 octobre 1915
La troisième émission	11.700.400	22 novembre 1915
La quatrième émission	53.978.000	6 août 1916
La cinquième émission	31.999.999	4 février 1916
La sixième émission	32.000.000	4 octobre 1916

144.099.529

Les billets de cette émission sont :

50 livres	1.350.000
1.000 —	3.000.000
500 —	5.624.500
50 —	14.474.350
25 —	13.999.425
10 —	10.899.540
5 —	16.767.020
2 1/2 —	6.997.625
1 —	35.740.029
1/2 —	11.060.405,50
1/4 —	2.180.425,75
1/5 —	3.574.922,40
1/20 —	2.432.898,15
	144.099.538,80

Dès la première émission, il faut enlever 1.177.000 livres turques échangées avec l'or. Dans la quatrième émission 1.350.000 livres turques, qui consistait en billets de 50 livres turques, était déposée à la Banque ottomane comme gage de 100 paraliks et 40 paraliks. Mais la loi de 1920 a échangé ce gage en actions et en bons du Trésor.

B. La loi de 1916. *L'unification des monnaies*

Pendant cette période critique, la loi sur l'unification des monnaies qui est d'une importance consi-

dérable, fut décrétée le 14 avril 1916. L'exposé qui précède cette loi indique l'importance de la réforme du système monétaire sous lequel la Turquie actuelle vit encore. Le premier article de cette loi indique la base du système monétaire de l'Empire. La piastre est l'unité monétaire.

La loi indiquait comme ci-dessus les différentes sortes de pièces de monnaie, leur titre et leur poids :

MONNAIE EN OR

Titre	Gramme	Kurus
916 2/3	1	25
»	3	50
»	7	100
»	18	250
»	36	500

MONNAIE EN ARGENT

Titre	Gramme	Kurus
830	2	2
»	6	5
»	12	10
»	24	30

MONNAIE EN NICKEL

Pur nickel	1	5
»	2	10
»	4	20
»	6	40

La loi limite l'acceptation de la monnaie d'argent jusqu'à 300 piastres, pour la monnaie en nickel la limite était de 250 piastres.

L'article 6 interdit catégoriquement toute opération commerciale qui pourrait créer une prime entre

deux monnaies et condamne le coupable de un an jusqu'à deux ans de prison.

En 1917, le gouvernement ottoman créa une commission centrale pour les opérations de change.

Cette commission devait contrôler toutes les demandes de change et envois de fonds à destination de l'étranger. Pendant la grande guerre, le gouvernement interdit également l'exportation des métaux précieux et ajourna les engagements des sujets turcs vis-à-vis des étrangers. D'après un décret du ministère des Finances, datant du 2 mars 1919, l'interdiction de l'exportation fut étendue à l'argent monnayé. Les dispositions furent prolongées par la loi du 17 janvier 1922, étendant l'interdiction aux lingots et aux espèces monnayées sauf pour les bijoux personnels.

En plus des émissions que nous venons d'indiquer (d'après un arrangement turc-allemand), un supplément à la quatrième émission de 18.000.000 de livres turques et un autre à la 7^e émission de 24.000.000 de livres turques étaient décidées. Mais avec l'armistice, ces émissions ne purent être réalisées.

DEUXIÈME PARTIE

La crise monétaire de 1929.

Ses causes, les mesures prises pour sauvegarder
la monnaie turque
et l'état actuel de la monnaie

Nous étudierons cette partie en trois chapitres. La crise monétaire de la République, qui constitue un fait unique avec ses causes économiques et financières dans l'histoire monétaire du pays, sera l'objet du premier chapitre. C'est au deuxième chapitre que nous étudierons les mesures prises par le gouvernement et les efforts du pays pour se soustraire de la dépendance économique des étrangers. La création du Consortium et de la Banque qui constitue un heureux événement, sera également étudiée dans ce chapitre. Et enfin au troisième chapitre, nous tâcherons de montrer l'état actuel de la monnaie turque et les perspectives de l'avenir.

Cette période se distingue nettement de la première. Ici, une simple comparaison peut illustrer notre idée.

Dans la première période, le pays ne possédait pas une banque d'État, tandis que, dans la période qui suit, nous assistons à l'apparition d'une banque d'émission. L'Empire ottoman qui fait l'objet de

notre première partie n'a jamais connu l'équilibre budgétaire ni l'équilibre de la balance des comptes.

Tandis que dans la période de la République, à partir de 1929, le budget est toujours équilibré, même les budgets des dernières années indiquent des excédents considérables.

D'autre part, la République est dotée d'une politique saine vis-à-vis de la monnaie et de la reconstitution financière et économique du pays.

Tels sont les grandes lignes qui distinguent cette période de celle que nous venons d'étudier.

CHAPITRE PREMIER

La crise monétaire de 1929 et ses causes

I. — Les causes économiques.

II. — Les causes financières.

a) La politique ferroviaire.

b) La politique financière.

Avec ce chapitre, nous aborderons les causes économiques de la crise de 1929.

I. — LES CAUSES ÉCONOMIQUES

La République turque vit son indépendance reconnue par le traité de Lausanne, en 1923. Jusqu'à cette date, la loi douanière de 1916, qui n'était guère une loi protectrice fut seule en vigueur. En 1923 (à Lausanne), les représentants turcs ne voulaient pas conserver la loi de 1916. Après de grandes discussions, on arriva à un résultat assez favorable à la République turque. D'après ce résultat, on acceptait la continuation de la loi douanière de 1916 jusqu'en 1929, à condition que les chiffres douaniers seraient multipliés par 12. Cette opération représentait la diminution de la valeur de la monnaie turque. Cette combinaison fut le dernier anneau de l'influence étrangère sur la vie économique de la Turquie. Pendant cette période de cinq ans (1923-1928), le commerce extérieur de la Turquie a aug-

menté progressivement au détriment du pays. Les chiffres suivants indiquent le déficit commercial (1).

Année	Importation	Exportation	Total	Différence	Pourcentage
		L.T.	L.T.	équilibre	total
1923	144,8	84,6	229,4	— 60,0	37
1924	193,6	158,7	352,3	— 34,9	45
1925	241,6	192,4	434,0	— 49,2	44,33
1926	243,7	186,4	430,1	— 48,5	44,27
1927	211,4	158,4	369,8	— 53,0	42,83
1928	223,5	173,5	397,0	— 50,0	43,70
1929	255,9	155,4	411,3	— 100,5	37,77
1930	147,3	151,4	298,7	— 4,1	50,69
1931	126,6	127,3	253,9	+ 0,7	50,01

En 1929, la diminution rapide de la valeur de la monnaie turque fut la conséquence du manque de récoltes, causé par la sécheresse. En réalité, cette crise eut une autre raison plus importante :

Vers 1929, la République turque prépara une autre loi douanière protectrice pour remplacer celle de 1916. Le 1^{er} juin 1929, l'assemblée générale vota le nouveau tarif douanier. Ce tarif entra en vigueur le 1^{er} novembre 1929. Il frappait les marchandises à partir de 25 % jusqu'à 100 % pour les objets de luxe et pour les articles pouvant être aisément fabriqués dans le pays. Les commerçants d'Istambul qui prévoyaient la situation se hâtèrent d'importer des marchandises en grandes quantité et à long terme. Comme on le voit dans le tableau ci-dessus, en 1928,

(1) Le tableau est emprunté à İKTİSAT, de *Ibrahim Fazıl Pelin*.

l'importation était de 223.531.000 livres turques. En 1929 ce chiffre s'éleva à 255.900.000. Cette année 1929 apporte le scandale dans la vie économique du pays. Les faillites des grands commerçants comme celles des Avondih Zadily amenèrent la perturbation à son extrémité. La crise aggrava cette situation dans un pays qui n'était, en ce temps-là, qu'un pays de matières premières. La crise psychologique marcha avec la crise économique. Le tableau suivant montre la chute progressive de la monnaie turque.

	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930
janvier	690	760	815	890	920	961	943	994	1028
février	650	750	825	930	928	950	963	984	1039
mars	665	690	830	925	940	965	963	989	1030
avril	645	740	810	920	971	949	958	989	1032
mai	670	750	815	900	918	929	953	1000	1032
juin	712	710	835	915	908	931	954	1012	1034
juillet	735	720	860	885	891	951	955	1010	1355
août	740	821	850	830	878	971	939	1016	1334
septembre	750	810	840	855	929	952	936	1008	1030
octobre	760	770	846	855	950	915	951	1025	1036
novembre	930	810	840	875	966	924	967	1038	1030
décembre	800	820	870	912	945	942	983	1044	1310
Moyen. de l'année	729	763	836	892	928	945	955	1009	1032

Le tableau ci-dessus montre les cours moyens mensuels de 1922 à 1930.

De 1925 à 1926, le chiffre du commerce extérieur s'améliora. Mais la sécheresse de 1927 endommagea la culture et, par conséquent, atteignit le commerce extérieur. Le tableau suivant nous indique la gravité de cet état de choses.

IMPORTATION

	1927		1928		1929		1930		1931	
Cotonnade		50.8		52.5		59.9		32.3		33.2
Matières coloniales.....		20.4		20.5		20.6		14.4		8.5
Lainages.....		18.7		15.8		17.9		11.8		9.7
Mines		22.5		26.3		31.8		24.8		19.4
Machines		9.5		10.5		13.5		11.7		10.9
Moyens de trafic		5.8		8.1		8.0		3.6		3.3
Céréales		4.1		8.8		19.1		2.1		1.3
Soieries		4.4		4.0		3.9		1.6		1.4
Caoutchouc		3.6		4.5		5.4		3.3		2.5
Verrerie		6.8		6.0		7.6		3.2		2.3
Chanvre, etc.		5.3		5.1		5.8		3.3		2.3
	71 %	151.9	72.5	162.1	76 %	193.5	80 %	112.1	75 %	94.8
Autres matières	29 %	59.5	27.5	61.4	24 %	62.4	20 %	35.4	25 %	31.8
	100 %	211.4	100 %	223.5	100 %	255.9	100 %	147.5	100 %	126.6

Le tableau suivant indique l'influence de la sécheresse sur les matières d'exportation du pays.

EXPORTATION

	1927		1928		1929		1930		1931	
Céréales		9.0		6.1		3.3		5.6		9.6
Tabac		43.8		54.0		40.7		43.0		29.0
Noisettes		10.2		10.2		4.8		10.3		8.7
Cotons		10.6		10.3		11.3		16.7		7.4
Raisins secs.....		7.6		15.2		9.9		10.0		10.7
Laine de chèvres		7.0		7.4		4.4		2.9		1.6
Tapis		6.5		6.4		5.3		4.0		2.4
Opium		4.9		5.3		8.7		3.4		2.8
Figues.....		4.3		4.9		5.4		4.2		5.3
Huile		7.6		1.4		8.3		1.8		6.0
Lin		2.4		4.2		5.0		1.7		1.8
Œufs		5.4		6.0		6.5		8.3		10.3
	76 %	119.9	80 %	131.4	73 %	113.5	74 %	111.9	75 %	95.6
Autres matières	24 %	38.5	20 %	42.1	27 %	41.9	26 %	39.5	25 %	31.7
	100 %	158.4	100 %	173.5	100 %	145.4	100 %	151.4	100 %	127.3

Ce tableau est emprunté à l'*Economie* de IBRAHIM FAZEL.

ANNÉE	IMPORTATION 1.000 tonnes	EXPORTATION 1.000 tonnes	TOTAL DU COMMERCE EXTÉR. 1.000 tonnes
1924	702,6	633,9	1.336,5
1925	732,2	668,8	1.401,0
1926	627,9	770,9	1.398,8
1927	642,8	697,0	1.339,8
1928	720,5	626,0	1.346,5
1929	965,3	669,4	1.635,7
1930	548,7	618,1	1.166,8
1931	449,5	666,9	1.116,4

La chute de la monnaie turque commence à partir de 1919 et continue jusqu'en 1929. La cause de la chute était la diminution de la production progressive. Si on analyse les mouvements du capital du pays, on s'aperçoit que le capital sort du pays ; d'un autre côté les capitalistes du pays engageaient avec ardeur leurs fonds dans la construction d'immeubles et achetaient des actions étrangères. Les commerçants exportateurs dont nous avons parlé ci-dessus ne purent écouler les stocks achetés à long terme. D'un autre côté, le pouvoir d'achat des cultivateurs turcs diminuait considérablement. « Il faut ajouter à cette situation grave la chute supplémentaire de la monnaie turque résultant du déficit du bilan de paiement » (1).

II. — LES CAUSES FINANCIÈRES

Quand la République s'est fondée en 1923, la Turquie était besogneuse. Les chemins étaient insuffisants pour la défense du pays. D'un autre côté, la

(1) Mulhis Edhem Nakit et Kambiyo (les notes de l'École des Hautes Études de l'Économie et du Commerce en 1936).

République est chargée d'une dette extérieure d'ailleurs très lourde pour son modeste budget. La révolution de la Turquie moderne n'a pas suivi le chemin de l'U.R.S.S. qui nia les dettes extérieures de la Russie du Tzar. Nous étudierons donc le présent paragraphe en le divisant en deux : 1° La politique ferroviaire qui pesait lourdement dans le budget ; 2° La politique financière.

A. *La politique ferroviaire*

C'est, dans la construction des chemins de fer, que le gouvernement a englouti les plus gros capitaux. Des raisons militaires et économiques justifiaient un accord considérable. Ismet Inonu intime collaborateur d'Ata Turk, l'avait annoncé en ces termes : « Voir notre pays bardé tout autour d'un réseau d'acier ». Toutes les difficultés furent vaincues, difficultés tenant à la nature extraordinairement accidentée du terrain et difficultés d'ordre financier.

On pourrait être tenté, à première vue, de critiquer cette politique financière des paiements effectués directement sur le budget de l'État. Une telle critique provient de l'ignorance de l'état de choses du pays.

Pendant toute la durée de l'Empire ottoman, on a construit environ 4.000 kilomètres de voies larges et étroites, ce qui représente néanmoins une quantité inférieure à celle des autres pays balkaniques. Les sociétés étrangères en détenaient beaucoup plus que l'État turc. Il fallait donc racheter une partie du réseau et le compléter.

Le total des lignes projetées se décompose comme suit (1) :

LIGNES	NOMBRE DE KIL.	PRIX DES LIGNES
Kutahya-Balikesir	253	L.T. 28.083.000
Ulukisla-Kayseri	173	9.515.000
Kayseri-Sivas	223	12.012.000
Samson-Sivas	372	29.750.000
Fevzi Pasa-Diyaribekir	425	26.350.000
Irmak-Filyos	400	32.000.000
	1.846 km.	137.710.000

En 1929, 800 kilomètres de cette ligne étaient déjà construits et coûtaient au budget de cinq ans 161 millions de livres turques.

Les chiffres suivants nous indiquent les dépenses considérables engagées pour la construction des lignes de chemin de fer.

ANNÉE	LIVRE TURQUE
1926	12.900.000
1927	28.400.000
1928	49.000.000
1929	40.000.000

Si on établit la proportion des chiffres budgétaires pendant les mêmes années, on obtient les proportions suivantes :

La chute de la monnaie correspond aux mêmes dates.

ANNÉE	RECETTES	POURCENTAGE DE CHF.	VALEUR D'1 LIVRE ST.
1926-1927	180.363.257	7,17	920 L.T.
1927-1928	202.231.236	14	961
1928-1929	222.030.785	23	943
1929-1930	224.243.620	18	994

(1) René HOUILLE, *La politique de la Turquie*, p. 54.

En 1936, la dépense pour les lignes de chemin de fer atteignait une somme de 301.300.000 livres turques soit 9.942.900.000 francs français.

B. *La politique financière*

La République s'est donnée une politique financière assez sévère, il fallait avant tout abolir le système alors en vigueur. La dîme affermée et perçue dans des conditions désagréables fournissait 40 % du budget impérial. Elle fut supprimée en 1925 et remplacée par des taxes foncières plus justes, établies sur les revenus et non plus sur la terre. Ainsi le budget de la République perdait l'une de ses importantes sources.

D'un autre côté la République prenait à sa charge une dette extérieure extrêmement lourde.

Faisons une courte étude des dettes que la République a eu beaucoup de difficultés à payer.

Avec le traité de Lausanne, la Turquie accepta une grande part des dettes de l'Empire. Chaque année, elle devait payer 6.450.646 livres turques sur son modeste budget. Les grandes puissances voulaient que la Turquie paie cette dette en or. C'était un caprice extrêmement cruel pour un pays endommagé par des guerres continuelles. D'autre part, les recettes du budget ne s'élevaient qu'à 120 millions de livres turques.

Constatons que le paiement d'une telle somme, environ 36 millions sur 120, était un véritable désastre pour la République. Le délégué, Ismet-Inonu, refusa

d'accepter. C'est ainsi qu'une commission dut être constituée, elle fut formée par des représentants des créiteurs et de la République.

La commission de Paris, après avoir travaillé de 1926 jusqu'à 1928 a abouti à un résultat plus favorable que celle de Lausanne (1).

D'après cet accord, la Turquie devait payer deux millions de livres turques en or, après sept ans cette somme serait de 2.380.000 ; après cinq ans, 2.780.000 ; et, en 1932, 3.400.000. Ce paiement, d'ailleurs, moins lourd était encore assez considérable dans le budget ture.

Les recettes de 1928 étaient de 222 millions de livres turques dont environ 15 millions étaient destinés aux dettes extérieures. Il faut tenir compte aussi des dettes intérieures qui s'élèvent à 11 millions de livres turques en 1935.

C'est ainsi qu'en 1932 à Paris, on a révisé à nouveau les dettes extérieures de la République. Si la crise mondiale n'aggravait pas davantage la situation économique du pays, la Turquie pourrait encore continuer patiemment à payer ses dettes, mais la dépréciation a rendu très difficile la situation financière de la République. D'après l'accord de 1932, la dette est diminuée en tenant compte de la capacité de paiement du pays. Dans un budget de 195 millions de livres turques, la Turquie affecte 6.750.000 livres aux dettes de l'Empire. A part cette somme, un autre

(1) Le traité par lequel la Turquie a eu son indépendance après les guerres qui suivent la grande guerre.

chiffre de 6.100.000 livres figure au budget, ce dernier représente les dettes de la République, venant des rachats des chemins de fer et des sociétés concessionnaires.

En somme, la situation monétaire aurait pu s'améliorer s'il n'y avait pas eu de charges extérieures (1).

(1) Pour une étude plus approfondie des dettes de l'Empire et de la République, il faut consulter les *Notes des hautes études de l'Economie et du commerce d'Istanbul*, par IBRAHIM FAZIL PEIİN.

CHAPITRE II

Les mesures prises pour sauvegarder la monnaie turque

I. — Mesures de contrôle interne.

a) Avant la création de la Banque Centrale.

b) Après la création de la Banque Centrale.

II. — Mesures de contrôle externe.

a) Avant la création de la Banque Centrale.

b) Après la création de la Banque Centrale.

III. — Le Consortium et la création de la Banque Centrale.

IV. — Le système de clearing.

Dans ce chapitre, nous allons étudier les mesures strictes prises par la République pour la sauvegarde de sa monnaie nationale. La création de la Banque Centrale et le Consortium occupent une place importante.

Après un arrangement avec la Banque Centrale, la question monétaire de la Turquie est adoptée à la situation économique et financière du pays et la monnaie stabilisée.

I. — MESURES DE CONTROLE INTERNE

A. *Avant la création de la Banque Centrale*

Le gouvernement a commencé par prendre des mesures tout d'abord en ce qui concerne les opéra-

tions de bourse. En effet, les spéculateurs en bourse avaient une réputation défavorable par suite de leurs fausses demandes au cours des années précédentes à la crise.

La loi du 27 mai 1929 sur les bourses des valeurs mobilières et d'échange réglait les opérations de bourse et soumettait les agents à des règles sévères. Désormais, un commissaire nommé par le gouvernement devait contrôler et même diriger les opérations de bourse et les décisions de l'administration n'étaient valables qu'après ratification du commissaire.

La même loi posait les conditions suivantes pour les agents de la bourse :

1° Les agents doivent être Turcs.

2° Ils doivent déposer un cautionnement.

3° Il leur est interdit strictement de faire des opérations de bourse à leur compte.

4° Ils ne doivent s'occuper d'aucune sorte de commerce.

5° Ils ne doivent pas faire partie de sociétés anonymes.

L'article premier du décret n° 1 édictait que les agents doivent faire inscrire leurs opérations dans un journal et avertir le commissaire de la Bourse par une liste des résultats de leurs opérations.

La loi précédente indiquait que, sans intermédiaire des agents, personne ne pouvait faire des opérations de bourse.

Pour coter les nouvelles valeurs mobilières, il fallait l'autorisation du ministère des Finances.

L'article 14 du décret du 14 décembre 1929 apporta une nouvelle idée. D'après ce décret tous les besoins doivent être envisagés en fonction des matières produites par le pays (1).

Un autre décret ordonnait au ministère des Finances de créer une commission de contrôle de change dans les villes importantes. Cette commission joue un rôle capital dans le contrôle des devises.

Pour les administrations d'État dont les besoins dépassaient 5.000 livres turques et qu'il n'était pas possible de satisfaire avec les produits du pays, il fallait obtenir l'autorisation du gouvernement. Les mois de janvier et février 1929 furent assez critiques au point de vue financier. C'est à ce moment que le gouvernement déclara le moratorium pour ses dettes extérieures qui fut accepté par le traité de Lausanne.

La première loi qui intéressait cette sauvegarde de la monnaie fut promulguée le 25 février 1930. Elle fut publiée dans le *Journal Officiel* sous le n° 1483.

Cette loi a donné un large pouvoir au gouvernement turc pour les mesures financières. Dans l'article premier elle édictait que le gouvernement de l'assemblée nationale régulariserait les achats et les ventes, les devises et les obligations ainsi que les exploitations du pays. Le gouvernement prenait ainsi des mesures pour sauvegarder la monnaie.

D'après l'article 2, les décisions du gouvernement devaient être publiées dans le *Journal Officiel* sous

(1) L'importation devrait être consacrée uniquement aux matières que le pays pourrait produire.

le titre « Sauvegarde de la monnaie ». Dans le cas où la date de l'entrée en vigueur n'est pas indiquée ces décisions sont valables au lendemain de leur publication.

Le troisième article contient l'indication des peines pour ceux qui agissent contre la loi (1 jour à 2 ans de prison) ainsi qu'une peine fiscale de 100 à 500 mille livres turques. La loi ordonne aussi la fermeture des établissements coupables.

Dans l'article 4, la loi ordonne que, dans n'importe quel cas, les dirigeants et les employés qui agissent contre les décisions du gouvernement soient punis d'après l'article 358,359 du Code pénal. Cet article fut ainsi modifié par la loi 3070 :

« Une peine de trois mois à trois ans de prison et une amende de 100 à 500 livres turques » (la peine de prison portée au maximum de 5 ans pour les agents de change et les courtiers officiels).

L'article premier de cette loi prescrit que l'article 4 de la loi du 20 février 1930 est remplacé par la disposition suivante :

« Les banques et les sociétés, leurs directeurs et leurs employés qui agissent contre la loi de sauvegarde de la monnaie turque, émise par le gouvernement, seront punis d'une peine de trois mois à un an de prison ».

Les actes contre la loi. — La monnaie étrangère, les obligations, les actions, les billets de change, les chèques qui sortent du pays sans autorisation atti-

reront sur les coupables les peines ci-dessus énoncées. Outre la confiscation des valeurs que nous venons d'expliquer, les aggravations suivantes sont apportées :

a) Les monnaies étrangères confisquées seront doublées.

b) Les actions et les obligations également.

c) Les chèques et les billets à ordre seront triplés.

d) Si on a confisqué des monnaies et des obligations étrangères, le double de leur valeur constatée est exigée.

Ces peines fiscales sont accompagnées de peines corporelles citées plus haut.

Les valeurs précédentes seront valorisées d'après les monnaies turques à leur date de confiscation. On ne rend les valeurs confisquées qu'après le paiement des amendes.

Les gens qui ont sur eux, sans autorisation, une monnaie ou une valeur étrangère, si cette valeur ne dépasse pas 100 livres turques, subissent l'application de l'article 18 de la loi n° 1918 (1).

B. Après la création de la Banque Centrale

Comme le gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires dans le pays jusqu'à la création de la Banque Centrale, les mesures internes qui intéressent la sauvegarde de la monnaie ne présentent pas beaucoup d'importance.

(1) Loi sur la contrebande qui contient des punitions sévères.

Les mesures concernant les agents de bourse et la réglementation des opérations de bourse restaient toujours en vigueur.

Seulement la bourse des valeurs mobilières d'Istambul fut fermée pour 3 ans. La loi du 19 janvier 1938 prescrivait l'ouverture de la bourse d'Ankara. La même loi prescrivait que les membres de la bourse d'Istambul pouvaient garder leurs droits dans la nouvelle bourse.

Le souci de contrôler davantage, et aussi le désir de chasser les vieux spéculateurs de la bourse, furent les raisons essentielles qui poussèrent le gouvernement à la création de la bourse d'Ankara.

Dans la période qui suivit la création de la Banque Centrale, le pouvoir de la commission de contrôle s'élargit, l'article 46 du décret du 23 décembre 1937 était ainsi conçu :

« La commission de contrôle peut contrôler la comptabilité des sociétés et des particuliers, pour se rendre compte des opérations de devises ».

Les banques et les sociétés sont tenues de fournir au contrôle tous les renseignements demandés dans un laps de temps défini par la commission.

Le même décret ordonnait que, à défaut de contrôle dans une ville quelconque, le contrôle s'effectuerait par un agent du fisc de cette ville (article 30).

D'après l'article 2, cette loi entre en vigueur dès publication. D'après l'article 3, le gouvernement se charge de faire appliquer cette loi.

II. — MESURES DE CONTROLE EXTERNE

Après avoir étudié les mesures internes qui soumet l'organisation de la bourse à des règles sévères, nous pouvons aborder l'étude des décrets qui règlent les opérations des valeurs mobilières (exportation et importation), afin de sauvegarder la valeur de la monnaie turque. Nous allons étudier les mesures en les classant d'après leur destinations.

A. *Avant la création de la Banque Centrale*

1^o *Les mesures qui intéressent les opérations de banque.*

En premier lieu, viennent les banques autorisées par le ministère des Finances à faire des opérations de devises.

D'autre part, les opérations de banque, autorisées, limitées par l'article 7 du même décret. D'après cet article, les banques ne peuvent pas faire d'opérations pour les besoins en dehors de la liste de besoins (1).

Ce décret limitait non seulement les opérations, mais aussi les profits de la banque. L'article 7 édictait que, dans les villes où il y a une bourse de changes, les ventes et les achats des banques ne peuvent pas avoir une différence de plus de deux piastres par livre sterling, ou son correspondant par rapport au prix de la bourse. A défaut de la bourse la différence peut s'élever jusqu'à 3 piastres. L'article 8 apportait

(1) Il s'agit de la première liste des besoins de change du 17 juillet 1929.

une autre limitation aux opérations des banques en interdisant l'ouverture d'un compte courant en faveur des particuliers et des sociétés qui n'ont ni une succursale ni une agence en Turquie.

Dans un autre ordre d'idées, le décret (1) réglait les opérations de banque afin de faciliter le contrôle. L'article 26 du décret ordonnait que « les banques et les banquiers autorisés pour effectuer les achats et les ventes des devises, les actions et les obligations seront tenues de délivrer un certificat à souche indiquant la nature, la quantité et la date des actions, obligations et devises qu'ils négocient, de l'heure de la transaction, le nom et la qualité et la signature de l'acheteur ; elles devront transcrire littéralement ces opérations sur un registre paraphé et contrôlé par le contrôleur et elles devront communiquer jusqu'au lendemain à midi au contrôle à l'aide d'un bordereau, les opérations consignées dans les registres au cours de la journée ».

L'article 6, dans le même ordre d'idées, indiquait que les banques sont obligées d'équilibrer la différence des achats et des ventes de devises à la bourse dans la même journée. L'opération qui ne dépasse pas 500 livres peut-être ajournée au lendemain.

2° Les mesures qui intéressent l'importation et l'application du système du contingentement.

Une loi promulguée le 22 juillet 1931 élargissait le pouvoir du gouvernement en matière du commerce

(1) L'article 26.

extérieur. Cette loi prohibait les importations provenant des pays étrangers qui n'avaient pas signé un traité commercial avec la Turquie, mais aussi bien les importations des pays qui attendaient en se méfiant de faire *modus vivandi*. C'est avec cette loi que la Turquie adopta le système de contingentement qui continua jusqu'à l'avènement du régime général d'importation. A partir de cette date, le gouvernement a commencé la publication des listes, mentionnant les besoins du pays. Ces listes indiquaient la quantité des matières à importer. A vrai dire ce système a créé un malaise considérable entre les importateurs. Parfois les marchandises attendaient durant des mois dans les dépôts de douane. Il en résultait une augmentation de prix de revient.

Le décret ordonnait que les besoins de devises provenant des importations, opérées avant sa promulgation, dépendrait de la permission du contrôleur, à condition de s'adresser à lui dans les quinze jours suivant l'entrée en vigueur du décret (article 31 du décret premier). Pour obtenir l'autorisation de se procurer des devises, les importateurs doivent présenter toutes les pièces justificatives de cette importation : transport, assurances et valeur des marchandises.

3° *La question des devises pour les particuliers et les sociétés étrangères qui travaillent en Turquie.*

La première liste des besoins avec son article 5 obligeait les sociétés anonymes dont les capitaux sont fondés sur la monnaie étrangère, de déclarer le

reste dans le pays de leurs revenus annuels. La même liste soumettait à la même obligation les particuliers étrangers qui travaillent dans le pays. La deuxième liste (1) des besoins leur donnait l'autorisation d'envoyer des devises à leur famille et aux étrangers qui travaillent à leur compte. L'autorisation d'achat de devise est accordée jusqu'à la concurrence de 1.000 livres sterlings sur présentation de pièces justifiant de l'acquittement des impôts.

Pour l'envoi de devises aux succursales des sociétés fondées à l'étranger, il fallait obtenir le visa du contrôleur.

La même liste visait le cas des Turcs vivants à l'étranger et ayant un patrimoine en Turquie. Pour eux l'autorisation de se procurer des devises ne leur était accordée que sur la demande faite par leurs représentants en Turquie, obligés d'indiquer le motif du séjour à l'étranger ainsi que le nombre des membres de leur famille.

4° *La question des devises pour les cas de maladies.*

La première liste parue pour obtenir l'autorisation de se procurer des devises n'exigeait qu'un certificat de médecin indiquant les soins nécessaires, tandis que la deuxième liste, parue peu de temps après, exigeait :

- a) Le passeport revêtu de tous les visas et le certificat de santé ratifié par le directeur de l'hygiène.
- b) Le certificat et la facture de l'hôpital étranger

(1) 27 février 1930.

où le malade avait été soigné. En cas de besoin on pouvait demander également l'autorisation de se procurer des devises pour les gens qui accompagnaient le malade. Les frais de maladie pour le premier mois étaient fixés par la liste à 60 livres sterling.

5° Les besoins de devises provenant du voyage et du séjour pour études.

A. L'autorisation de se procurer des devises était moins difficile pour les études et les voyages en dehors de la Turquie. Les étudiants devaient présenter les pièces suivantes :

a) Un passeport.

b) Un certificat de la Faculté, ratifié par l'inspecteur des étudiants (1). Pour le séjour mensuel on donne 30 livres sterlings et comme frais de voyage 60 livres sterlings.

c) Un certificat du directeur général de l'administration de l'État.

B. Les frais de voyage et de séjour des Turcs et des étrangers résidant en Turquie.

S'il s'agit d'un employé de commerce, la loi exige un passeport revêtu de tous les visas et de plus un certificat de la maison de commerce où il exerce sa profession.

L'autorisation de se procurer des devises ne peut dépasser un maximum de 60 livres sterlings pour l'aller et retour et autant pour les frais de séjour mensuel (article 8 de la liste 2).

(1) En Europe, il y a plusieurs inspecteurs pour les étudiants turcs.

6° *L'autorisation de devises pour divers besoins.*

Les décrets 1^{er} et 2 interdisaient l'importation et l'exportation des titres et des coupons sans autorisation du ministère des Finances.

Pour l'importation des journaux (1) et des livres, on donnait l'autorisation de devises jusqu'à 5 livres sterlings d'après la déclaration de la banque. Cet article du décret 1^{er} est conditionné par le décret du 27 février 1937 ci-dessous :

a) La déclaration de la banque doit être revêtue du visa du contrôleur.

b) Pour les besoins qui sont de véritables nécessités, la permission de devises peut être donnée par la banque sans visa du contrôleur.

Les chèques, le billets et les comptes courants étrangers ne peuvent être endossés ou virés sans l'agrément du ministère des Finances (le décret, article 25).

B. Après la création de la Banque Centrale

Les décrets et les lois qui sont parus dans cette phase ne s'occupent pas beaucoup de l'organisation du contrôle du pays. Ce sont les dispositions élargies, modifiées et encore limitées des décrets précédents. Cela nous explique le résultat obtenu pour la sauvegarde de la monnaie turque.

Durant cette période les décrets se renouvellent sans cesse. Nous allons étudier le décret 12 qui est actuellement en vigueur ainsi que la dernière liste des besoins.

(1) L'article 27.

1^o *Les mesures qui intéressent les banques.*

Le décret 12 soumet les opérations des banques à un régime très sévère. L'intervention de l'État augmente dans une large mesure en ce qui concerne les opérations qui intéressent la sauvegarde de valeur de la monnaie turque.

D'après ce décret, toutes les banques possédant des devises, appartenant à leur clientèle, sont obligées de les déposer en devises à la Banque Centrale ou dans ses succursales.

Les crédits de devises que les banques trouveront entre elles sont exemptés des dispositions précédentes.

Les achats et les ventes de devises, comme auparavant consacrés uniquement aux banques, et la question de l'autorisation du ministère des Finances n'est plus en question à condition que les achats et les ventes ne soient pas compensés dans les guichets des banques, ils seront présentés journellement à la bourse des valeurs d'Ankara.

Les opérations qui ne dépassent pas 2.500 livres sterlings peuvent être ajournées au lendemain (1).

Ce chiffre est considérablement élevé par rapport au chiffre fixé par le premier décret, 500 livres sterlings. Les banques ne peuvent ni vendre ni ouvrir des crédits de devises aux gens qui n'ont pas l'autorisation du contrôle.

D'après l'article 53 les guichets de la Banque Cen-

(1) Deuxième article du décret 12, modifié par le décret du 29 mars 1939, sous le n^o 2/8285.

trale peuvent donner des devises jusqu'à 25 livres turques par mois, pour les besoins des livres et des journaux et pour les divers besoins qui proviennent d'une nécessité constatée.

L'article 8 de ce décret apporte une restriction aux opérations des dépôts des banques. Cet article prescrivait que les banques ne peuvent pas changer les dépôts de monnaie turque en monnaie étrangère ; aussi bien les banques ne peuvent pas ouvrir un compte courant sur la monnaie turque aux particuliers qui sont en dehors du pays. Pour les cas spéciaux, l'ouverture du crédit dépend de l'autorisation de la commission du contrôle.

Le cas suivant est exempté de cette disposition. Les banques peuvent ouvrir (1) un crédit aux importateurs sur présentation des pièces justificatives des marchandises importées. Les dettes provenant de cette opération peuvent être remboursées par des devises autorisées par le contrôle, sur la présentation des pièces justificatives de l'achat. Ce décret donnait un large pouvoir à la Banque Centrale.

L'article 51, d'accord avec le ministère des Finances, donne à la Banque Centrale l'autorisation de traiter l'accord de clearing avec les banques d'État et les administrations financières des pays avec lesquels la Turquie a des relations économiques. Cet accord doit être soumis à la ratification du gouvernement.

2° *L'autorisation des devises pour l'importation.*

(1) L'article 9.

Dans cette période, le système de clearing a quelque peu élargi le commerce extérieur du pays. Ce système était moins compliqué que le système de contingentement.

L'article 22 du décret 12 indique qu'on obtient l'autorisation de devises pour l'importation des pays avec lesquels la Turquie a traité un accord de clearing.

Pour l'importation dont il est ci-dessus parlé, on dépose une déclaration revêtue de la signature du fondé de pouvoir de l'administration responsable. Cette déclaration doit être jointe à un bulletin spécial et aux autres pièces justificatives. La déclaration doit contenir : l'origine des marchandises, la valeur et la modalité de paiement. La commission de contrôle, après avoir étudié toutes ces pièces, donne l'autorisation de devises aux intéressés.

Pour l'importation, on divise les pays étrangers en trois catégories :

A. Les pays qui ne donnent pas de devises pour les marchandises turques, pour lesquels il n'est pas accordé l'autorisation de devises.

Pour pouvoir importer des marchandises des pays ci-dessus indiqués, il faut présenter à la commission de contrôle une déclaration affirmant la valeur de l'importation et déposer à la Banque Centrale la valeur intégrale des marchandises en monnaie turque.

On n'emploie ces dépôts que pour l'exportation des produits turcs dans les pays indiqués.

B. Les pays qui acceptent les produits venant de la Turquie, jusqu'à une quantité limitée : on agit en

leur permettant autant de possibilités d'exportations en Turquie.

Pour le surplus de ces marchandises, on applique les dispositions de A.

C. Les pays qui n'accordent pas l'autorisation de devises (1) envers la Turquie ne recevront pas l'autorisation de se procurer des devises turques.

On bloque les créances des pays précédents dans la Banque Centrale.

3^o *Les mesures qui intéressent les sociétés et les particuliers étrangers.*

Le décret 12 ordonnait que des sociétés qui sont constituées en dehors de la Turquie peuvent avoir l'autorisation de devises pour envoyer à leur siège social, à condition que ces sociétés importent le capital nécessaire à leur entreprise. Elles sont tenues de présenter aux banques des pièces (2) justificatives des devises qui sont importées.

Pour les devises provenant soit de l'exportation, soit d'un service rendu, les particuliers ou les sociétés sont tenus de les vendre ou de les présenter à la Banque Centrale dans un délai de 15 jours. Sociétés et particuliers peuvent aussi importer des titres équivalents à ces services et désignés par le ministre des Finances.

Les conditions sont un peu moins sévères pour les sociétés d'assurances. L'article 30 prescrit que les sociétés d'assurances peuvent avoir l'autorisation de

(1) L'article 29 du décret 12.

(2) Les articles 7-18 du décret 12.

devises pour leurs réassurés sur les devises qu'ils ont à l'étranger. Pour le reste des devises importées, on donne l'autorisation d'exportation.

Pour les assurés turcs des sociétés d'assurances qui ont subi un dommage en dehors du pays, ils peuvent avoir l'autorisation de devises, tandis que pour les assurés étrangers, comme nous l'avons vu plus haut, il faut avoir un dépôt de devises.

Le décret du 29 mars 1938 exigea l'autorisation de devises sans retard dans les cas suivants :

a) Pour les créances des sociétés étrangères provenant des opérations faites avec les sociétés d'assurances.

b) Les profits et les dommages en fin d'année des sociétés d'assurances étrangères travaillant en Turquie, provenant d'accords de réassurances et de rétrocessions.

Quant à l'autorisation de devises pour les spécialistes appelés par les administrations industrielles ou commerciales, il faut dresser une déclaration et y joindre les pièces justificatives demandées par la commission de contrôle. On peut avoir l'autorisation de devises jusqu'à un tiers de ses appointements nets pour envoyer à sa famille, à condition que cette famille soit dans des pays avec lesquels la Turquie a un traité de clearing ; ou bien dans les pays qui ouvrent un compte courant pour les besoins (1) non commerciaux de la Turquie.

(1) L'article 37.

Les employés d'ambassades et de consulats étrangers peuvent faire sortir librement des devises équivalent à leurs appointements.

4° *L'autorisation de devises pour les malades et pour les étudiants turcs.*

Pour les malades et les étudiants, l'autorisation de devises est plus difficile que jamais.

Pour les frais de séjour d'un malade, après présentation d'un certificat revêtu de la signature du docteur traitant, on donne l'autorisation de devises de 100 livres turques jusqu'à 200 livres turques (de 3.100 francs jusqu'à 6.200 francs).

Pour les étudiants, le cas est assez difficile. Celui qui veut faire des études à l'étranger doit justifier :

Qu'il est étudiant et qu'il a l'intention de continuer ses études. La modalité de justification n'est pas indiquée. Dans le premier mois de leur arrivée, les étudiants doivent envoyer un certificat de la Faculté à l'Inspection des étudiants ; après la ratification de l'inspecteur, on envoie ce certificat au contrôle des changes, cela permet d'avoir la permission de devises pour un an, cette permission change d'après l'index du pays d'étude d'ailleurs fixé par le ministre de l'Education nationale.

Quant aux employés qui sont envoyés pour une mission de longue durée, on donne l'autorisation de devises après présentation des pièces justificatives.

5° *Les mesures prises pour les exportateurs.*

Les décrets soumettent les exportateurs aussi à des dispositions très sévères. Les exportateurs sont

tenus de donner toutes les instructions demandées par l'administration de contrôle sur leurs opérations de devises, et ils doivent citer dans leurs déclarations les matières suivantes :

a) La quantité et la valeur de leurs exportations réalisées en trois mois.

b) Les noms des ports ou de la ville où sont arrivées les marchandises, le numéro et la date de la déclaration douanière.

c) Les noms des pays auxquels on a exporté des marchandises turques et les noms des exportateurs.

d) Le genre de monnaie, la somme définitive de devises.

e) La date de la vente de devises dans les banques de la Turquie.

f) Le reste de la créance de la dernière période et la somme remboursée de la dernière période.

On dépose cette déclaration contre un reçu de l'administration de contrôle dans un délai d'un mois après l'expiration de la période (trois mois).

En cas de retard provenant de difficultés inattendues, ils sont obligés de déclarer les motifs de ce retard ; dans ce cas, on renouvelle le délai (1) pour le dépôt de devises étrangères ; on peut importer, au lieu de devises étrangères, l'or, à condition de justifier que cet or est importé de l'étranger.

« Les exportateurs turcs, au lieu d'avoir des devises étrangères, peuvent importer l'or à condition de

(1) L'article 16.

justifier, par les pièces douanières, que cet or est importé de l'étranger, ils sont tenus également de vendre leur or à la Banque Centrale d'après le prix courant de la Banque. Ils joignent cette pièce douanière aussi à leur déclaration trimestrielle. »

6° *La question de compensation.*

La Turquie a commencé de pratiquer le système de compensation dans ces dernières années. Pour ce cas aussi, il faut l'autorisation du ministère des Finances, tandis que pour les compensations des valeurs mobilières avec autres valeurs mobilières il suffit de l'autorisation de la commission de contrôle.

7° *Les divers besoins de devises.*

Le décret 12 apporta de sévères restrictions pour les achats et les ventes des monnaies étrangères, ainsi que pour le voyage des commerçants.

Le décret permet, avec son article 4, l'importation de la monnaie métallique étrangère, mais l'exportation dépend de l'autorisation de la commission de contrôle. Un autre article prescrit que les agences de voyages qui veulent faire des achats de monnaie étrangère aux voyageurs sont tenus d'avoir une permission de la commission de contrôle ; elles sont obligées également de présenter une liste tous les quinze jours indiquant leurs achats bi-mensuels. La liste doit contenir le nom, la nationalité, et l'adresse des vendeurs ; en outre, les agents doivent présenter leurs achats dans les 24 heures au guichet des banques. Les chèques achetés par les agences peuvent être exportés avec l'autorisation de la commission de de-

vises, déduction faite de la vente des billets de voyage.

D'après une autre disposition (article 9), les opérations sur la monnaie étrangère doivent être effectuées au comptant et doivent être terminées au lendemain soir par la Banque Centrale, ou bien par la Banque désignée par elle.

L'article 12 traite des besoins de devises des particuliers.

D'après la disposition de l'article 11 et de l'article 12, les besoins de devises qui sont demandés par les particuliers peuvent s'équilibrer avec les dépôts de devises qu'ils ont importés de l'étranger. Pour cette opération, il faut avoir l'autorisation du contrôle de devises.

Dans le même ordre d'idée, l'article 21 édicte que la valeur des marchandises de transit sera payée avec les marchandises de transit; les devises de transit qui viennent de pays étrangers peuvent être déposées à la Banque avec la permission du contrôle.

L'article suivant (22) donne des indications pour les cas où l'on perd le reçu de douane. Les gens qui déclarent avoir perdu un reçu sont priés de le publier dans deux journaux turcs dont l'un paraît à Istambul. L'administration de douane statue après avoir étudié le cas approprié à la circonstance.

Pour obtenir l'autorisation de devises de la commission de contrôle, il faut dresser les pièces suivantes:

Une pièce signée par le consul turc du pays d'origine des marchandises, cette pièce doit contenir : la

déclaration du créancier relatant qu'il n'a pas recouvré sa créance, un acte notarié dans lequel l'intéressé s'engage à ne pas se servir de la pièce perdue.

La disposition du décret premier sur les actions et les obligations reste toujours valable.

Le voyage des commerçants en dehors de la Turquie devient presque impossible, car, après le certificat de la Chambre de Commerce, il faut avoir l'autorisation du ministère de l'Économie.

III. — LE CONSORTIUM ET LA CRÉATION DE LA BANQUE CENTRALE DE LA TURQUIE

Les lois restrictives étaient insuffisantes pour sauvegarder la monnaie turque. Il fallait trouver une base solide pour cette monnaie.

Dans tous les pays cette mission est toujours accomplie par la Banque d'État.

En 1930, la Turquie ne possédait pas une banque émettrice. La première initiative sur le chemin de la création de la banque est venue du ministère des Finances. Ce dernier fit appel à toutes les banques nationales et étrangères dans le but de créer une institution pour stabiliser la valeur de la monnaie turque, jusqu'à l'entrée en fonction de la Banque Centrale de Turquie.

Le 22 mars 1930, avec la participation de treize banques, dont la plupart étaient des banques nationales, apparut le consortium de change avec un capital de un million deux cent quinze mille livres sterlings.

Les banques étrangères, au commencement, hésitaient à faire partie de ce consortium ; ayant obtenu la permission de leur administration générale, elles adhèrent à l'accord.

Le consortium de change a fonctionné jusqu'en 1932. La liste suivante montre la participation des principales banques.

Ministère des Finances ..	L.S.	500.000	F.F.	60.000.000	9 %	41,5
Banque d'affaires	»	100.000	»	12.000.000	»	8,2
Banque d'Agriculture ...	»	100.000	»	12.000.000	»	8,2
Banque Ottomane	»	100.000	»	12.000.000	»	8,2
Banque de Salonique ...	»	50.000	»	6.000.000	»	4,1

La fonction du consortium de change.

Les banques adhérentes élurent entre elles six banques qui furent le comité exécutif. Ce comité devait acheter toutes les devises vendues à la bourse et vendre toutes les devises demandées. La banque d'affaires de la Turquie était nommée comme caissière. La comptabilité du consortium, organisée avec un grand soin, avec fiches d'achat et de vente, grand livre, journal, livre d'enregistrement, reposait d'un côté sur la livre turque et de l'autre sur la livre sterling.

Le comité exécutif limitait la valeur de la monnaie turque et ne laissait pas dépasser la valeur limitée, c'est-à-dire fixait un maximum et un minimum. La valeur de la monnaie turque tournait autour, pour une livre sterling, de 1.045 piastres, tandis que la valeur fixée du consortium était 1.030 piastres.

Le 21 septembre 1931, après l'abandon de la base d'or par la livre sterling, on a voulu baser sur une

monnaie étrangère qui a la base d'or. On a accepté le franc français comme base de la valeur de la monnaie turque. Une livre turque valait 12 fr. 06 et une livre sterling valait 636 piastres. Ce dernier cours n'était employé que pour l'échange des valeurs étrangères.

Le représentant du ministère des Finances était Nurullah Esad, également directeur du consortium. Le consortium joua un rôle de régulateur jusqu'à l'apparition de la Banque Centrale de la République de la Turquie. Il est évident que ce consortium était incapable d'envisager toutes les questions monétaires du pays et le papier monnaie de l'Empire ottoman, qui était encore en circulation.

A. La Banque Centrale de la Turquie

La Banque ottomane qui avait paru en 1863 n'était plus une banque d'État à partir de 1915. La nécessité d'une banque d'État était incontestable. La situation financière et monétaire de la Turquie exigeait sa création.

Comme René Houille l'a cité : « La monnaie turque présentait deux caractères spéciaux : l'un, l'absence de couverture d'or, l'autre, l'absence d'une institution de contrôle ».

En cette période, la situation économique de la Turquie n'était pas brillante. Le gouvernement turc voulait sortir de cette crise le plus tôt possible. C'est dans ce but que M. Charles Rist, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris ; M. Morf,

professeur à la Faculté de Lausanne ; M. Muller, vice-président de la Reich-Banque, furent appelés tour à tour pour examiner la situation économique et financière du pays. M. Charles Rist, après quelques mois d'études, présenta un rapport fort intéressant pour remédier à la crise. Mais c'est le rapport de M. Morf qui, après examen d'une commission spéciale, fut adopté pour la création d'une Banque d'État. L'assemblée nationale le vota le 11 juin 1930, sous le n° 1715 ; la loi fut publiée le 30 juin 1930 dans le *Journal Officiel* et entra immédiatement en vigueur.

La formation de la banque.

Analysons la loi concernant la Banque Centrale de la Turquie. D'après le premier article, la banque se constituait pour un délai de 30 ans et avait un caractère émetteur. Son nom était : Banque Centrale de la Turquie.

Le deuxième article réglait ainsi les obligations de la Banque :

a) Fixer le taux de l'escompte et régler la circulation de la monnaie.

b) La banque faisait les opérations de la trésorerie d'État.

c) Elle prenait toutes les mesures avec le gouvernement pour la stabilisation de la monnaie.

L'article suivant indiquait que le siège social de la Banque est à Ankara où toutes les réunions des actionnaires doivent se tenir.

L'article 4 précisait que, après une décision de l'administration et la permission du ministère des

Finances, la Banque pouvait ouvrir des succursales dans les villes du pays et qu'elle pouvait aussi les fermer. La Banque pouvait être également agent d'une banque étrangère.

La préparation de la stabilisation de la monnaie turque.

D'après la loi du 30 décembre 1926, sous le n° 701, la Banque entra en possession de la somme de 158.748.563 livres turques émises par l'État. Cette monnaie devait rester dans la circulation jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de stabilisation.

Le gouvernement, dans le but de créer une couverture, céda à la Banque les valeurs suivantes :

a) 500.000 livres turques en or.

b) Des valeurs étrangères atteignant une somme de 116.497.925 francs français. Les revenus de ces dernières valeurs s'ajoutaient à la couverture.

Par l'article 7 on indiquait que les valeurs désignées ci-dessus seraient amorties par des bons de Trésor.

L'article 8 fixait les modalités de l'amortissement de la dette d'État envers la Banque.

La dette d'État serait amortie ainsi qu'il suit :

a) en remboursant 1 % des sommes du budget général et du budget supplémentaire.

b) avec les excédents de l'impôt sur des revenus d'État.

c) avec les fournitures d'or ou l'équivalent de devises par le gouvernement.

L'article 9 indiquait les mesures que devait prendre la Banque pour la stabilisation de la monnaie. « Dans

les trois mois qui suivent la création de la Banque, tous les établissements d'État doivent vendre leur or monnayé ou lingot à la Banque ».

L'article 10 voulait que les conditions de la frappe et du paiement de la monnaie métallique soit réglée par la loi de stabilisation.

Par l'article 11 on déterminait que la Banque ne frapperait d'autres monnaies et n'émettrait d'autre moyen d'échange que d'après les règles ci-dessus indiquées.

L'émission du papier monnaie.

D'après l'article 14 de la loi, la Banque n'augmentera pas la somme citée ci-dessus jusqu'à la loi de stabilisation.

Les émissions de la Banque pour les avances ou le crédit des titres ne seront possibles que lorsqu'elle aura couvert 70 % de son capital. La limite des émissions sera définie par les représentants des banques dont le capital versé ne sera pas inférieur à 4.000.000 de livres turques.

La Banque peut changer la monnaie en temps opportun, le délai du changement peut durer dix ans.

On doit donner 50 % au gouvernement, 50 % à la Banque, des monnaies qui ont perdu leur valeur après l'expiration du délai de dix ans.

Le capital et les actions.

Le capital nominal de la Banque est de 15.000.000 de livres turques, divisé en 150.000 actions de cent livres.

La Banque est juridiquement constituée lorsqu'elle a couvert 40 % de son capital.

BILAN DU PREMIER EXERCICE ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 1932
DE LA BANQUE CENTRALE

[illegible]

SITUATION AU 14 JANVIER 1939 DE LA BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE LA TURQUIE

ACTIF		PASSIF	
	Ltqs		Ltqs
Encaisse :			
Or kgr. de fin 17.159.835 .	24.136.680 71	Capital	15.000.000 »
Billets	18.938.184 »	Fonds de réserve :	
Billon	1.237.828 40	Ordinaire et extraordinaire	2.712.234 11
Correspondants dans le pays		Spécial	6.000.000 »
Livres turques	575.217 50		8.712.234 11
Corresp. à l'étranger :			
Or kgr. de fin 9.054.614 ..	12.736.038 33	Billets en circulation :	
Devises livres convertibles		Pris en charge	158.748.563 »
en or	15.734 40	Versements du Trésor en	
Autres devises et soldes dé-		conformité des articles	
biteurs des comptes de		6-8 de la loi	16.004.121 »
clearing	6.701.340 09	Solde à ce jour des billets,	
Bons du Trésor :		pris en charge	142.744.442 »
Contre-partie de la circula-		Émission supplémentaire	
tion prise en charge .	158.748.563 »	entièrement couverte	
Versements du Trésor en		par de l'or	19.000.000 »
conformité des articles		Émission supplémentaire	
6-8 de la loi	16.004.121 »	couverte par des effets	
Portefeuille-effets :		de commerce	43.000.000 »
Bons du Trésor	84.751.721 59	Dépôts en livres turques	21.368.100 21
Effets de commerce		Exigibilités en devises :	
Portefeuille-titres :		Devises convertibles en or	3.107 73
a) Contre-partie de la circu-		Autres devises et soldes	
lation prise en charge		crédoiteurs des comptes	
(valeur nominale)....	40.911.797 63	de clearing	21.347.114 08
b) Livres	7.543.735 52	Divers	93.240.640 71
Avances sur or et devises .	163.622 08		
— sur titres	7.897.863 98		
Actionnaires			
Divers	11.571.430 12		
	<u>364.415.639 75</u>		<u>364.415.639 85</u>

A partir du 1^{er} juillet 1938 : taux d'escompte 4 % ; avances sur lingots et monnaies d'or 3 %.

La valeur des actions doit être couverte en trois termes ; le troisième terme peut être ajourné par la Banque à son gré.

Le premier et le deuxième terme doit être échu dans les neuf mois qui suivent les constitutions de la Banque.

Dans le but de maintenir l'établissement dans le cadre des deux plus importantes directives exigées par la conférence de Gênes (1922) pour les banques d'émission (indépendance de la banque contre une introduction politique ou contre une influence de groupes particuliers), les actions sont divisées en quatre catégories :

a) Catégorie réservée uniquement aux établissements du gouvernement et constituée par 15 % de capital. Cette proportion peut être augmentée par les demandes du gouvernement et les décisions de l'administration. La libération de cette participation est faite en or par le gouvernement.

b) Catégorie destinée aux banques nationales. La proportion de participation n'est pas définie.

c) Catégorie des actions appartenant aux banques étrangères et aux sociétés concessionnaires, avec un maximum de 15.000 actions.

d) Catégorie des actions destinée aux sujets turcs et aux établissements de commerce turc.

La Banque opère les transactions de compte courant d'un groupe à un autre sans commission.

Les opérations de la banque.

D'après l'article 34 de la loi des banques, la Banque

exerce la fonction de trésorerie d'État et celle de transporteur des monnaies dans le pays.

La Banque, sans dépasser 40 % de son capital, peut escompter les bons du Trésor. Elle a le droit de vendre et d'acheter actions et obligations, sans en affecter plus de la moitié à son capital y compris son capital de réserve.

Pour cette dernière opération, il y a trois conditions :

1^o L'adhésion de cinq administrateurs au moins sur huit.

2^o Les obligations et les actions que peut acheter la Banque sont limitées ainsi : aux obligations d'État cotées à la bourse ou aux obligations qui ont une couverture d'or garantie par l'État.

3^o La banque peut vendre ou acheter des actions ou obligations des banques nationales dont les capitaux ne sont pas inférieurs à 5.000.000 de livres turques.

Les effets commerciaux présentés par les banques, dont le délai ne dépasse pas 90 jours, peuvent être escomptés. La loi de 1932, n^o 2141, a ajouté les dispositions suivantes aux opérations de la Banque.

Les effets agricoles dont le délai ne dépasse pas neuf mois, peuvent être escomptés comme les effets commerciaux, à condition que la quantité de ces effets ne dépasse pas 15 % du capital versé. C'est l'assemblée générale qui peut augmenter cette proportion jusqu'à 25 %. En outre, les bons du Trésor et les effets commerciaux présentés par la Banque, qui portent trois signatures et dont le délai expire en

trois mois, peuvent être acceptés à l'escompte si la quantité de ce titre ne dépasse pas le capital versé à la Banque Centrale, y compris le capital de réserve.

Dans leur ressort, les administrateurs ont le droit d'augmenter le délai des titres dont nous venons de parler. Le taux de l'escompte de ces titres doit être défini par les administrateurs et le ministère des Finances.

La Banque a également le droit d'ouvrir un crédit ou une avance sur les titres sur lesquels elle peut faire une opération d'escompte.

La Banque ne peut ouvrir un compte de crédit, ne peut donner une avance sur les effets commerciaux et ne peut posséder d'immeubles que ceux qui sont nécessaires à son travail.

C'est le résultat de la chute progressive de la valeur des immeubles dans les années de crise qui ont précédés la création de la Banque. Si la Banque est obligée d'accepter un immeuble pour une créance, elle doit l'avoir vendu dans un délai de trois ans.

D'après le décret 12, la Banque peut traiter des accords commerciaux avec les banques d'État des autres pays, avec lesquels la Turquie a des relations économiques.

L'organisation de la Banque.

L'organisation de la Banque comprend les éléments suivants :

- a) L'assemblée générale des actionnaires.
- b) Les administrateurs.
- c) Les contrôleurs.

d) L'assemblée de crédit et d'escompte.

e) Le conseil d'administration.

f) Le directeur général et ses directeurs de section.

a) *L'assemblée générale.* — Les personnes qui sont inscrites dans le livre des actionnaires constituent l'assemblée générale de la Banque. Dans les réunions, chaque personne qui possède dix actions a droit à une voix. Aucun actionnaire n'a droit à plus de 50 voix.

L'assemblée générale a les mêmes devoirs que les autres sociétés anonymes. Ce qui est particulier ici, c'est que les décisions prises pour la liquidation avant l'expiration du délai sont assujetties à l'approbation du gouvernement.

b) *Les administrateurs.* — Les administrateurs, au nombre de huit, sont élus pour trois ans et peuvent être réélus. Mais le gouvernement, par le ministère des Finances, nomme un directeur général et un des administrateurs. Le directeur général ne doit pas être administrateur d'une autre banque.

Les actionnaires des groupes *b* et *c* peuvent élire deux administrateurs.

Le groupe *d* a le droit d'élire un administrateur. Deux administrateurs sont élus par les coopératives agricoles et un par la Chambre de Commerce.

c) *Les contrôleurs.* — Les contrôleurs se composent de quatre personnes élues ainsi : deux contrôleurs par le groupe *c* et *b* et deux par le groupe *d*. Les contrôleurs sont élus pour deux ans et la moitié renouvelable chaque année.

d) *Le conseil d'escompte.* — Le conseil d'escompte

se compose de cinq personnes. Ce conseil règle les opérations de crédit, le taux de l'escompte et de l'intérêt.

e) *Le conseil d'administration.* — Le directeur général, le vice-directeur et le directeur de la comptabilité composent ce conseil qui s'occupe de la nomination du personnel et des opérations de crédit et d'escompte.

f) *Le directeur général.* — Le directeur général est nommé par le Président de la République pour cinq ans. Pour cette nomination il faut avoir des propositions du conseil d'administration et la décision du gouvernement.

Le directeur général représente la Banque et ne doit pas avoir d'occupations en dehors des affaires de Banque. Il ne participe pas aux bénéfices.

La distribution des bénéfices de la Banque.

L'intérêt de la Banque se distribue ainsi :

25 % pour le capital de réserve.

6 % aux actionnaires sur la valeur nominale de leurs actions.

5 % du reste jusqu'à 10 % de leurs appointements aux employés.

10 % du reste au capital de réserve extraordinaire.

La moitié du reste de cette distribution est destinée au Trésor, l'autre moitié aux actionnaires.

Le capital de réserve ne doit pas dépasser 75 % du capital.

Lorsque l'intérêt distribué aux actionnaires n'atteint pas 6 % des valeurs nominales de leurs actions, on complète au moyen du capital de réserve.

La couverture.

La Banque possède aujourd'hui en circulation 204.744.000 livres turques dont 107.778.000 coupures nouvelles. Ce papier monnaie a une couverture or qui se compose de l'or déposé dans les caisses de la banque, des devises basées sur l'or et des effets commerciaux.

La liste ci-dessous nous montre l'augmentation progressive du dépôt d'or depuis sa création jusqu'à aujourd'hui.

	KILOGRAMMES
1931	6.127
1932	14.533
1933	17.695
1934	19.522
1935	20.522
1936	24.103
1937	26.107
1938	26.214

La correspondance de 28.214 kilogs d'or est de 36.871.632,28 de livres turques. Il faut ajouter à cette somme la valeur des devises convertibles en or, soit 24.722.087 livres turques. Nous obtenons une somme de 36.896.255,25, soit 20,94 % de papier monnaie actuellement en circulation.

Bref, le papier monnaie turc a une couverture en or de 20 % de sa valeur.

La liquidation de la Banque.

Les opérations de banque et les matériaux qu'elle importe de l'extérieur pour ses établissements sont exemptés de l'impôt.

La Banque Centrale de la Turquie joue un rôle capital dans la vie économique du pays. La capacité

de cette thèse est insuffisante pour approfondir toutes ses opérations et ses statuts. Nous nous contentons ici, pour ceux qui veulent approfondir le sujet, de les renvoyer à la thèse de Refi Sukru, soutenue à l'Université de Lausanne en 1933.

B. L'application du système clearing en Turquie

La Turquie entre dans le système de clearing en 1933, après un accord commercial avec la France. Cet accord fut un modèle pour les accords avec les autres pays. D'après lui, les comptes des marchandises exportées en France devaient passer à l'Office de Compensation de Paris.

Les comptes des exportations de la France en Turquie devaient être tenus par la Banque Centrale de la Turquie.

D'après cet accord, 30 % de la valeur de l'exportation de la Turquie en France doivent être à la disposition du gouvernement turc pour les achats extraordinaires et gardés à la Banque de France. Pour cette opération on ne devait employer que le franc français et la livre turque ; cet accord est renouvelé le 15 juin 1937 en faveur de la Turquie.

Avec cet accord, la Turquie a accepté la base de 70 %. Ainsi la Banque Centrale gardait 30 % de l'exportation du pays pour les achats du gouvernement.

Ce système a joué un rôle bienfaisant dans la stabilisation de la monnaie turque. On s'aperçoit que l'importation des machines figure avec un chiffre

considérable sur le tableau du commerce extérieur. La Turquie commence à s'industrialiser. L'industrie des papiers, des textiles, des machines agricoles, de la verrerie, de la bonneterie, les industries chimiques se constituent les unes après les autres.

Le premier et le deuxième plan de cinq ans (pour approfondir la question, il faut étudier : « L'industrialisation de la Turquie nouvelle », par Joncker, Paris 1937), furent réalisés avec grand succès. Ici je tiens à rappeler l'absurde déclaration des représentants du Reich en 1930 à Londres au Congrès économique. Le représentant du Reich déclarait qu'il faut empêcher l'industrialisation de la Turquie ainsi que des pays possesseurs de matières premières qui sont en train de s'industrialiser. Cette déclaration surprit profondément le peuple turc. Ce fut le seul résultat.

En effet, aujourd'hui, l'importation des moyens de production en grande quantité continue à empêcher que le commerce extérieur soit encore favorable au pays. Mais avec le temps cette importation diminuera et fera place aux autres matières d'importation. L'industrie de la Turquie actuelle, la première des pays balkaniques, est suffisamment forte pour sauvegarder l'indépendance économique du pays.

Les opérations de clearing qui étaient effectuées en dehors de la bourse, ont diminué considérablement les achats et les ventes à la bourse. Pour en donner une idée, il faut considérer les chiffres suivants à partir du commencement du système de clearing.

	Francs français	Livres turques
juin-décembre 1932	514.328.452	42.701.932
1933	657.128.832	56.027.284
1934	408.023.892	33.846.854
1935	289.921.807	24.064.893
janvier-septembre 1936	193.610.364	16.065.768
	Livres sterlings	Livres turques
28 septembre-décembre 1936...	1.409.485 2/2	8.686.979 40

La situation de clearing de la Turquie fin 1938.

Voici les soldes des divers comptes de clearing et les totaux des engagements résultant d'achats à crédit tels qu'ils résultent des extraits de comptes communiqués par la Banque Centrale de Turquie à la date du 19 novembre 1938.

ÉTAT I

SOLDÉS BLOQUÉS AUPRÈS DE LA BANQUE CENTRALE
DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE

PAYS	MONTANT LTQS	PAYS	MONTANT
Allemagne	977.900	Suisse	856.800
Belgique	246.400	Pologne	263.900
Tchécoslovaquie	3.609.300	Lettonie	30.100
Finlande.....	645.600	Hongrie.....	1.366.900
France	3.279.400	Norvège	642.700
Hollande	931.900	Roumanie	1.588.000
Angleterre	10.029.600	U.R.S.S.	83.000
Espagne	319.400	Yougoslavie	530.500
Suède	2.904.800		

ÉTAT II

TOTAUX DES ENGAGEMENTS DÉPOSÉS A LA BANQUE CENTRALE DE LA
RÉPUBLIQUE DE TURQUIE, RÉSULTANT D'ACHATS A CRÉDIT.

PAYS	DÉP. PUBLICS	PERS. PRIVÉES	TOTAL LTQS
Allemagne	18.648.507	12.903.291	31.551.798
Autriche	»	525	525
Belgique	»	23.169	23.169
Tchécoslovaquie	499.277	259.835	759.112

PAYS	DÉP. PUBLICS	PERS. PRIVÉES	TOTAL LTQS
Estonie	»	8.512	8.512
Finlande.....	175	1.162	1.337
France	80.637	301.394	328.031
Hollande	5.609	63.116	68.725
Angleterre	768.700	452.320	1.221.020
Espagne	29.654	13.502	43.156
Suède	1.520.833	201.216	1.722.059
Suisse	35.741	157.142	192.873
Italie.....	49.891	526.040	575.931
Hongrie	556.262	165.062	721.324
Norvège	1.740	29.105	30.845
Pologne	80.086	14.390	94.476
Yougoslavie	11.585	6.246	17.831
U.R.S.S.	»	168.889	168.889
Grèce	»	34.589	34.589
Autres pays	»	3.585.404	780.948

SITUATION SUIVANT LES ÉCHÉANCES DES IMPORTATIONS A CRÉDIT
INCLUSES DANS L'ÉTAT II. — SIX MOIS DE CRÉDIT.

PAYS	DÉP. PUBLICS	PERS. PRIVÉES
Allemagne	1.968.967	8.907.766
Autres pays	54.776	1.645.266

CRÉDITS A LONG TERME OU ARRANGEMENTS SPÉCIAUX

PAYS	DÉP. PUBLICS	PERS. PRIVÉES
Allemagne	16.697.540	3.995.525

ÉTAT III

NOS AVOIRS EN COMPTE DE CLEARING AUPRÈS DES BANQUES CENTRALES
DE DIVERS PAYS

PAYS	MONTANTS LTQS
Estonie	25.100
Italie.....	651.000
Grèce	153.200

Les chiffres de clearing que nous voyons ci-dessus sont trop élevés avec l'Allemagne, cela vient du dernier accord avec ce pays (1).

(1) Accord de 1938 entre Ankara et le Reich signé par M. Fonk, ministre de l'Économie du Reich.

A vrai dire, cet accord n'a pas créé une bonne atmosphère dans les milieux économiques de la Turquie. On attribue à l'Allemagne d'avoir employé une sorte de ruse dans cet accord.

L'Allemagne achète les matières brutes en Turquie et elle les vend à ses clients. La combinaison est plus ingénieuse qu'honnête.

D'autre part, l'Allemagne joue sur la valeur du mark.

Le cours du mark est réglé par elle d'après la situation économique des pays contractants. Pour en donner un exemple, la valeur du mark à la bourse d'Ankara au commencement de 1939 était de 50 piastres (16 francs français) ; tandis que la valeur du mark à la même date à la bourse de Paris n'était que de 12 francs. En l'apparence l'Allemagne donnait 32 fr. pour une livre turque, en réalité elle donnait 24 francs.

Ajoutons que les produits achetés par la Turquie, à l'Allemagne étaient de mauvaise qualité. Le gouvernement turc n'a pas manqué de faire des démarches auprès du ministre de l'Économie du Reich et il s'assura de la consommation des produits turcs en Allemagne. Ainsi ce dernier pays quitta la fonction de commissionnaire en matières premières turques.

CHAPITRE III

Le système actuel de la monnaie turque et la question des devises

Dans ce dernier chapitre, nous allons étudier le résultat des mesures prises avant et après la création de la Banque Centrale. Le premier paragraphe aura pour objet le système actuel de la République et les différentes monnaies circulant dans le pays. Nous tâcherons de présenter également les motifs de la stabilisation de la monnaie turque. Dans le deuxième paragraphe, nous aborderons la question de devises et nous essayerons de montrer le véritable état des devises du pays.

I. — Le système actuel de la monnaie turque.

a) L'équilibre budgétaire.

b) La balance des comptes.

c) La politique du gouvernement.

d) La politique à l'égard des dettes flottantes et consolidées.

II. — La question des devises.

I. — LE SYSTÈME ACTUEL DE LA MONNAIE TURQUE

Après avoir étudié la question monétaire de l'Empire et la crise monétaire de la République, nous pouvons aborder le système actuel, et nous pouvons

également étudier le problème des devises dont la Turquie est un peu gênée.

Aujourd'hui, dans la circulation, on rencontre trois sortes de monnaies : le papier monnaie essentiel, qui atteint une somme de 176.000.000 de livres turques et porte le nom de la Banque Centrale. Cette dernière a émis ce papier d'après les lois de juin 1930 relatives à la constitution de la Banque. D'après la classification scientifique de Charles Gide, la papier monnaie turc est une monnaie conventionnelle, mais, à vrai dire, c'est une monnaie représentative, parce qu'elle a une couverture qui augmente de plus en plus. Cette couverture était de 6.127 kilogs en 1931. Ce chiffre devient en 1933 : 17.695 kilogs. En 1937, il s'élève à 26.107 kilogs, soit 20 % de la valeur totale de la monnaie turque.

Depuis 1931, la stabilisation de la monnaie turque est assurée par la Banque Centrale. Une livre turque correspond à 33 francs, valeur qui, en 1936, était de 17 fr. 11.

En effet, la jeune République s'est basée, pour la stabilisation de sa monnaie sur des fondements très solides.

A. L'équilibre budgétaire

Le budget turc a toujours un excédent, surtout très frappant dans ces dernières années.

Les chiffres suivants illustrent cette idée :

ANNÉE DE L'EXERCICE	RECETTES	DÉPENSES
1930-1931.	216.477.670	210.129.654
1931-1932.	185.923.417	207.180.000
1932-1933.	214.304.154	210.644.589 l.t.

Le budget de 1938 présente 18 millions d'excédent avec des recettes de 308 millions.

B. *La balance des comptes*

Cette balance était déficitaire jusqu'en 1929 ; mais à partir de 1930, l'équilibre rigoureux s'est établi. En effet, le déficit des comptes de balance peut être une cause d'exportation de l'or à l'étranger.

C. *La politique stable et saine du gouvernement*

Une politique saine, sans inspirations socialistes extrémistes a réalisé la stabilité de la monnaie. On ne peut pas nier que des lois qui veulent frapper le capital d'un impôt progressif devient toujours une cause de diminution de la valeur de la monnaie.

D. *La politique à l'égard des dettes flottantes et consolidées*

On peut citer la sage et prudente politique de la République en vue de consolidation de la dette flottante, et de l'amortissement des dettes consolidées.

Les chiffres suivants du budget de 1936 concernant les dettes nous prouvent cette réalité.

Pour les dettes de l'Empire ottoman : 6,75 millions.

Pour les dettes flottantes : 12,30 millions.

Pour rétribution de la Banque Centrale et agricole : 6,40 millions.

Pour les dettes extérieures de la République : 6,10 millions.

Y compris les tranches pour le rachat des sociétés concessionnaires des quais à Istambul et Ismir, des chemins de fer orientaux de la Société d'Erégli, la Société de Terkos d'Istambul, etc.

La monnaie facultative.

Cette monnaie comprend les billets de la Banque ottomane qui ne figurent dans la circulation que pour 203.462 livres turques.

La monnaie métallique,

La monnaie métallique constitue une somme de 25 millions en 1937. Cette somme contient 679.200 livres turques en nickel de la période de l'Empire et consiste en pièces de 1 kurus, 20 paras, 10 paras.

II. — LA QUESTION DES DEVISES

Malgré les arrangements, le besoin de devises n'est pas encore comblé. Le problème a donné lieu à de vives discussions dans la presse turque ; quelques économistes recommandaient sans cesse l'inflation de la livre turque, voulant assurer par là l'augmentation de l'exportation ; dans ces dernières années, le nombre des partisans de ce principe augmenta considérablement.

Mais les dirigeants turcs repoussent l'inflation. Une déclaration officielle du gouvernement, en 1936, précisait cette idée. Il est évident qu'une telle inflation peut porter un grand dommage au peuple turc dont quatre unités sur cinq sont cultivateurs. Ce qu'il y a de certain, c'est que les dirigeants travaillant à diminuer la valeur des matières de consommation

des paysans, ne veulent pas diminuer le pouvoir d'achat de cette masse. D'un autre côté la Turquie a un mouvement d'épargne assez considérable ; c'est un effort qui prend une grande envergure. D'une inflation résulterait la destruction de la confiance du peuple dans l'épargne.

Il faut citer ici avec respect le nom d'Ismet Inonu qui dirige cette politique depuis l'établissement de la République.

La question de devises ne sera pas réellement résolue avec une seule mesure. La Turquie veut bien quitter le système de clearing et de compensation ; mais c'est une question qui doit être résolue avec des moyens progressifs, car les événements économiques ne permettent pas la solution radicale.

CONCLUSION

Dans le cours de cette étude, nous avons pu constater que l'Empire ottoman était complètement ignorant de la qualité d'une monnaie ferme. La monnaie était privée de couverture, la balance commerciale et celle des paiements étaient déficitaires, le budget l'était aussi.

La Turquie nouvelle, après avoir pris le pouvoir, se trouvait devant une question monétaire difficile à résoudre, comme toutes les autres questions qui se posaient devant elle.

Au moment où la République voulut sortir de sa situation désastreuse, la crise monétaire et la crise mondiale rendirent sa tâche délicate et laborieuse. Le gouvernement ne cessa de combattre ces difficultés. Devant la chute progressive de la monnaie turque, il créa le consortium pour stabiliser la monnaie. Cette institution, après avoir rendu des services satisfaisants a laissé place à la Banque Centrale.

La Banque Centrale était créée avec un capital de 15.000.000 de livres turques (5.000.000.000 de francs) somme assez faible à côté de celle des grandes puissances, mais suffisante pour conjurer la crise.

Le gouvernement turc n'hésita pas à prendre des

mesures protectionnistes pour son économie nationale, et celles-ci donnèrent les résultats désirés.

La Turquie nouvelle devient de plus en plus une force industrielle au proche-Orient. Son budget a présenté toutes ces dernières années l'heureuse surprise d'un excédent des recettes. La balance des comptes et celle du commerce se sont équilibrées, une attitude honnête a été observée devant les dettes extérieures et intérieures.

Tel est le prélude de la puissance qui veut être grande moralement et industriellement.

VU :

Le président de la thèse,

André MARCHAL.

VU :

Le Doyen de la Faculté de Droit,

Pierre LOUIS-LUCAS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Dijon, le 24 avril 1939.

Le Recteur,

E. SPENLÉ.

ANNEXE

LISTE GÉNÉRALE DES BESOINS DE L'IMPORTATION

Cette liste a paru sous le numéro 2/7005 dans le *Journal Officiel* du 13 juillet 1937.

Elle entrerait en vigueur à partir du 15 juillet 1937.

Nous analysons les dispositions de cette liste d'après l'ordre de ses articles.

D'après l'article premier, les pays qui n'ont mis aucun obstacle aux importations de la Turquie, peuvent faire l'exportation en Turquie librement d'après les dispositions des lois turques.

Voici les noms de ces pays ci-dessous indiqués :

Les États-Unis,

l'Égypte,

la Syrie,

la Palestine.

On a ajouté à cette liste, par le décret 7669, Malte et Chypre.

L'article suivant ordonne que l'importation soit libre d'après les dispositions des lois turques pour les pays qui ont fait accord de clearing en acceptant au moins 20 % d'excédent sur l'importation des marchandises turques.

L'article 3 stipule que pour les pays qui n'ont pas accepté l'excédent de 20 %, mais qui ont un accord de clearing avec la Turquie, leurs exportations en Turquie s'arrangent d'après les règles de ce clearing ou d'après un accord analogue.

Pour les pays qui ne profitent pas des avantages des articles 1, 2, 3, leurs exportations ayant une valeur C.I.F. doivent s'échanger avec une importation F.O.B., ou bien contre des importations C.I.F., on fait une exportation C.I.F. (nouvelle disposition du 9 mars 1936, date de publication).

Après avoir déposé à une banque nationale dont le capital ne doit pas être inférieur à 3.000.000 de livres turques, une valeur d'importation équivalente à la valeur des marchandises, on obtient une lettre représentative. Sur présentation de cette lettre à la Banque Centrale, on peut avoir l'autorisation d'importation avant l'exportation.

La valeur des marchandises importées peut servir à recouvrir les valeurs d'exportation.

Pour ces importations, la Chambre de Commerce demande deux pièces d'origine :

Une de ces pièces doit être présentée comme pièce justificative à la Banque Centrale, et porter le cachet de l'administration douanière du pays d'importation.

Les marchandises qu'on peut importer du pays dont il est parlé ci-dessus sont indiquées dans ma deuxième liste. Le ministre de l'Économie peut faire des changements dans cette liste d'après les besoins.

LISTE II

Les sacs en jute, canevas, le fil de jute, ficelle pour emballage des figes, coprah, coco, palme, feuilles de coco (par le décret 890).

Les épices,

Les fibres et les fils de coco,
Jute, sisale, manille,
Les peaux lourdes, les peaux d'agneaux dont
100 doivent être supérieures à 40 kilogs (décret 8321),
Le thé, les graines de cacao,
Caoutchouc brut,
Liège,
Étain en baguette, en plaque, en bloc,
Rafia,
Le fil de coton,
Les bêtes de reproduction,
Tenbaco,
Quinquina,
Brin pour allumettes,
Quebraco,
Laine mérinos,
Tapioca
Huîtres perlières,
Dattes,
Ananas,
Gomme arabique,
Encens,
La muscade, la noix de coco,
Les petites noix de muscade,
Les graines de légumes et de fruits,
Ébonite, mahon,
Les os et les dents d'animaux,
La vanille,
Les tiges à greffes,

Les livres, les magazines, les journaux et les catalogues (Insoline, Criolite).

ARTICLE 8. — Les droits douaniers des marchandises indiquées sur la troisième liste sont changés comme il est indiqué en face d'elle.

LISTE III

Marchandises dont les droits sont augmentés.

Numéro de tarif	Nom des marchandises	ancien droit	nouveau tarif
		p. 100 kg	p. 100 kg.
75 B2	<i>Avis.</i> Le droit douanier est de 1.000 livres turques pour 100 kilogs de peaux de chevreau dont 1 centimètre pèse plus de 4 grammes et demi.	248 »	500 »
B3		150 »	500 »
C		1.000 »	1.500 »
78		100 »	130 »
81	Les ceintures en peaux...	400 »	2.000 »
82		122 50	150 »
84 A1		320 »	600 »
A2		260 »	400 »
B1		520 »	700 »
B2		360 »	500 »
87 A1		880 »	1.200 »
90		455 »	2.000 »
91		600 »	2.000 »
96 B1		450 »	800 »
106 A		450 »	850 »
B1		400 »	800 »
B2		400 »	700 »
B3		400 »	600 »
107 A	Le poids du mètre carré de	315 »	800 »
107 B1		245 »	759 »
B2		245 »	650 »
B3		245 »	550 »
C		190 »	300 »

Numéro de tarif	Nom des marchandises	ancien droit	nouveau tarif
		p. 100 kg.	p. 100 kg.
109		450 »	850 »
114 A1		3 »	550 »
A2		3 «	350 »
115 B, C			
116 A		440 »	800 »
B1		800 »	900 »
B2		520 »	800 »
C		500 »	600 »
117		210 »	600 »
118 A		560 »	600 »
135 B		1.500 »	3.500 »
C		2.400 »	4.700 »
142			
146 A		4.200 »	7.000 »
B		3.000 »	5.000 »
178			
		3 »	10 »
377 A1		49 50	64 35
2		53 50	69 55
3		57 50	74 75
B1		54 50	70 85
2		57 50	74 75
3		61 »	79 30
4		69 »	89 70
377 C1		61 »	79 30
2		67 »	87 10
3		72 50	94 25
4		82 50	107 25
378 B1		73, 57 50	95 65
2		77, 62 50	100 90
3		82 35	107 50
4		93 15	121 90
C1		98 32	107 50
2		108 54	117 58
3		115 45	127 23
4		133 65	144 78
D1		112 59	121 96
378 D2		121 50	131 62

Numéro de tarif	Nom des marchandises	ancien droit	nouveau tarif
		p. 100 kg.	p. 100 kg.
3		136 08	147 42
4		155 52	168 48
395 A2		170 »	220 »
3		100 »	200 »
4		78 »	168 »
B1		245 »	450 »
408		450 »	550 »
447 B		230 »	275 »
467 A		2 80	5 60
B		15 30	30 »
447 C		4 »	6 »
469			
		0 60	0 90
494 A1		6 50	18 »
2		12 »	32 »
511 B		37 50	55 »
C		25 »	55 »
511 D		16 »	45 »
512 D		40 »	55 »
524 A1		2 20	2 75
2		2 »	2 55
3		1 35	1 90
525 A		2 »	2 45
B		2 50	2 95
529 A		1 50	3 75
529 B		3 »	7 »
C		4 50	8 50
532 A1		5 »	7 »
2		3 50	5 »
653 A		15 »	35 »
694 B		4 50	7 50
703 V		60 »	175 »
745 A		0 »	4 »
814 B		24 »	75 »

Numéro de tarif	Nom des marchandises	ancien droit	nouveau tarif
		p. 100 kg.	p. 100 kg.
857 A		1.000 »	3.000 »
B		720 »	2.500 »
C		650 »	2.000 »
V		300 »	3.000 »
44		100 »	40 »
48 B		125 »	75 »
50 A		375 »	150 »
51 A		200 »	100 »
52 A		100 »	50 »
53 A		270 »	100 »
59 A		1.000 »	500 »
B		2.400 »	1.200 »
D		600 »	400 »
66 B		22 50	10 »
72 C3		16 »	6 »
73 C3		24 »	12 »
76		250 »	150 »
87 A2		9.600 »	7.000 »
B3		1.200 »	800 »
92		1.000 »	800 »
96 A2		1.200 »	300 »
A3		6.000 »	600 »
A4		8.000 »	1.600 »
B2		2.250 »	1.500 »
B3		16.000 »	3.200 »
B4		20.000 »	4.000 »
102	Pour les fabriques qui profitent des dispositions des lois d'encouragement pour l'industrie, on prend une livre turque pour 100 kilogs de fil de lin dont 1 kilog dépasse 20.000 mètres, à condition que le volume soit fixé par le Ministre de l'Économie. Le poids ne doit pas dépasser 650.000 kilogs.		
131		70 »	15 »
132 A1		1.050 »	800 »
A2		1.050 »	500 »
180		56 »	40 »
223 A			
		3 »	0 10
B		8 »	5 10

Numéro de tarif	Nom des marchandises	ancien droit	nouveau tarif
		p. 100 kg.	p. 100 kg.
G		4 »	0 10
D		20 »	1 »
H		200 »	20 »
249		390 »	200 »
258		1 »	0 50
259			
		25 »	2 50
279 A		135 »	100 »
281 A		40 »	10 »
284 A1		3 »	0 10
A2		3 75	0 80
A3		4 »	1 »
A4		6 »	3 »
284 B1		3 25	0 10
B2		3 50	0 35
B3		4 »	0 80
B4		9 50	5 50
C1		3 75	0 10
284 C2		4 50	0 85
C3		5 25	1 50
C4		11 »	7 50
D1		2 »	0 66
D2		3 »	100
D3		4 50	1 50
D4		5 »	1 66
285 A		15 »	12 »
B		12 50	10 »
286 A		12 »	6 »
B		14 »	11 »
287		3 »	2 »
288 A		0 80	0 50
B		1 80	1 »
C		3 »	2 »
289		6 »	2 »
290 A		20 »	10 »
B		7 50	5 »
291 A		21 »	15 »
300		60 »	40 »
309 B2		280 »	200 »
B4		320 »	225 »
310		200 »	50 »
338 A		(pour chacun) 36 »	(pour chacun) 20 »

Numéros de tarif	Nom des marchandises	ancien droit p. 100 kg.	nouveau tarif p. 100 kg.
B		15 »	10 »
346 D		10 »	5 »
366 A1	le fil de coton n° 4	28 75	2 55
A2	— — 6	28 75	3 83
A3	— — 8	28 75	5 32
A4	— — 10	28 75	5 74
A5	— — 12	28 75	10 64
A6	— — 14	28 75	11 27
366 B1	— — 16	41 »	12 12
B2	— — 18	41 »	13 82
B3	— — 20	41 »	14 89
B4	— — 22	41 »	17 66
B5	— — 24	41 »	20 42
372		62 50	30 »
409 A		7 50	0 50
412 A2		25 »	2 50
B2		37 50	7 50
421 A1		625 »	150 »
B1		300 »	100 »
C1		250 »	100 »
446 A		1.050 »	500 »
448		100 »	70 »
451		9 »	6 »
463 A		3 25	1 »
B		7 50	4 »
469 A		0 60	0 30
B		0 60	0 30
479 A		180 »	100 »
479 A		180 »	100 »
498 A1		15 »	10 »
A2		20 »	15 »
B1		22 »	17 »
B2		25 »	20 40
499 A		40 »	30 »
B		50 »	40 »
500 A		60 »	50 »
B		50 »	40 »
C		90 »	4 »
506	pour chaque kilog	20 »	1 »
516		0 10	0 01
599 A	pour chacun	600 »	150 »
B	— —	450 »	»
C	— —	135 »	100 »

Numéro de tarif	Nom des marchandises	ancien droit	nouveau tarif
		p. 100 kg.	p. 100 kg.
600	pour chacun	100 »	50 »
601 B1	— —	200 »	50 »
B2	— —	275 »	75 »
B3	— —	337 50	100 »
B4	— —	400 »	125 »
C1	— —	80 »	50 »
C2	— —	140 »	75 »
D	— —	87 50	50 »
602 A1	— —	125 »	7 60
A2	— —	250 »	100 »
603 A1	— —	62 50	30 »
A2	— —	45 »	20 »
B1	— —	45 »	20 »
B2	— —	18 75	10 »
C	— —	18 75	10 »
604 A1	— —	50 »	25 »
A2	— —	25 »	15 »
607 D1	— —	0 37	0 20
D2	— —	0 12	0 07
651 A		30 »	10 »
666 /1A		50 »	8 »
B		25 »	8 »
C		10 »	8 »
704 C3		20 »	10 »
725 D		12 75	2 »
725 H		5 25	1 »
737 C		15 »	5 »

BIBLIOGRAPHIE

Les décrets et les livres, tous les textes, lois, décrets et circulaires relatifs à la monnaie et aux bourses de valeurs de la Turquie.

SAIT EMIN EOZBEK. — *Les mouvements de l'épargne et l'épargne en Turquie.* Ankara, 1937.

René HOUILLE. — *La politique monétaire de la Turquie depuis 1929.* Paris, 1937.

BILIOTTI. — *La Banque impériale ottomane*, thèse. Paris, 1909.

Marcel CLERGET. — *La Turquie, passé et présent.* Paris, 1938.

Auguste ARNAUNE. — *La monnaie, le crédit et le change.* Paris, 1922.

O. CONKER et WITMEUR. — *Redressement économique et industrialisation de la Turquie nouvelle.* Paris, 1937.

TEVFIK S. ALNAY. — *Le contrôle de devises et la sauvegarde de la monnaie nationale.* Istambul, 1937.

IBRAHIM FAZEL PELIN. — *Iktisat.* Istambul, 1933.

Dr MUHLIS ETE. — *La monnaie et l'échange.* Istambul, 1936.

J.-M. KEYNES. — *La réforme monétaire.* Paris, 1924 (traduction de Paul Franck).

IBRAHIM FAZEL PELIN. — *Istikrazlar.* Istambul, 1936.

R. MARCHAND. — *Le réveil d'une race.* Paris, 1927.

- REFIL SUKRU. — *La Banque Centrale de la République de Turquie. Vers la stabilisation de la livre turque.* Thèse. Lausanne, 1933.
- ZIHNI BURHAN. — *La balance des comptes de la République turque.* Thèse. Lausanne, 1932.
- Charles GIDE. — *Cours de l'Economie politique.* Paris, 1931.
- Charles GIDE et Charles RIST. — *Histoire des doctrines économiques.* Paris, 1929.

Périodiques, rapports et bulletins

- Milli Nevsal.* Istambul 1933.
- The financial times turkis supplement.* London, 1937.
- Les Echos.*
- Ankara. Édition française hebdomadaire du journal officiel *L'Ulus* publié à Ankara.
- Rapport de M. le professeur Charles RIST sur la situation financière et la balance des comptes de la Turquie, 1930.
- Revue politique et parlementaire.*
- Journal des Economistes.*
- Revue d'Economie politique.*
- Le Mensuel de Mulkiye.*
- L'Europe nouvelle.*
- Bulletin mensuel et rapports annuels de la Banque Centrale de Turquie.
- Rapports de la Conférence économique internationale de Gênes de 1922.
- Résolutions de la Conférence financière internationale de Bruxelles de 1920.
- Le Mensuel des Hautes Etudes de l'Economie et du Commerce d'Istambul.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION :

I. Les particularités et les points caractéristiques	9
II. Les points caractéristiques du nouveau système monétaire turc	10
III. Annonce du plan	11

PREMIÈRE PARTIE : *L'histoire monétaire turque du commencement de l'Empire ottoman jusqu'à la crise monétaire de la République turque 1299-1929.*

Chapitre premier : Jusqu'à la création de la Banque ottomane (1299-1864)	15
I. La période de 1299-1844	15
II. De 1844 jusqu'à la création de la Banque ottomane. Première apparition du papier monnaie	16
Chapitre II : La création de la Banque ottomane à la crise monétaire de la République ..	22
I. La Banque ottomane de 1863 à 1875 ..	22
II. La période de 1875 à 1914	28
III. La grande guerre jusqu'à la crise monétaire de la République	31

a) Les émissions de la grande guerre	31
b) La loi de 1916. L'unification des monnaies	32

DEUXIÈME PARTIE : *La crise monétaire de 1929. Ses causes. Les mesures prises pour sauvegarder la monnaie turque et l'état actuel de la monnaie.*

Chapitre premier : La crise monétaire de 1929 et ses causes	37
I. Les causes économiques.....	37
II. Les causes financières	41
a) La politique ferroviaire	42
b) La politique financière	44
Chapitre II : Les mesures prises pour sauvegarder la monnaie turque	47
I. Mesure de contrôle interne	47
a) Avant la création de la Banque Centrale	47
b) Après la création de la Banque centrale	51
II. Les mesures de contrôle externe	53
a) Avant la création de la Banque centrale	53
b) Après la création de la Banque Centrale	58
III. Le consortium et la création de la Banque Centrale de la Turquie	68
a) La Banque Centrale	70
b) L'application du système clearing	82
Chapitre III : Le système actuel de la monnaie turque et la question des devises	87
I. Le système actuel de la monnaie turque..	87
a) L'équilibre budgétaire	88

b) La balance des comptes	89
c) La politique du gouvernement	89
d) La politique à l'égard des dettes flottantes et consolidées	89
II. La question des devises	90
CONCLUSION	93
ANNEXE	95
Liste générale des besoins de l'importation ..	95
BIBLIOGRAPHIE	105

